

la gauche

Belgie - Belgique
P.B.
1/9352
Afgiftekantoor Brussel 7

PRIX: 1,50 EURO
47^E ANNEE • DECEMBRE 2004

#08

Comprendre le monde pour le changer

Irak-Palestine

Dehors
l'Occupant!

éd. resp. David Bessiers, Rue Plantin 29, 1070 Bruxelles

Social:
Au nom de l'emploi

Débat : Croissance ou Décroissance?





Le collectif Crève!lafaim a déjà eu l'occasion de faire vrombir le bruit de ses marmites à plusieurs reprises. Apparaissant là où vous ne nous attendez pas, notre cuisine ambulante partage ses attentats culinaires tant lors de manifestations qu'au gré de nos envies dans l'espace public. PAR CÉDRIC POUR LE COLLECTIF (*)

Collectif CRÈVE!LA FAIM: Attentats culinaires revendiqués

Du pain et des jeux ?

Nous inspirant de dynamiques telles que *food not bombs*⁽¹⁾ ou d'autres systèmes de "bouffes populaires", nous avons choisis l'ambiance conviviale du partage de mets comme stratégie pour désarmer le capitalisme ambiant. En nous réappropriant des lieux publics (leur rendant par là même leurs titres de noblesse) ou encore en réchauffant le cœur de nos compagnonEs en lutte, nous désirons mettre en place un point de convergence à partir duquel nous pourrions démarrer une remise en question - tant théorique que pratique - du mode de vie dominant.

Pour arriver à cette fin (faim), nous récupérons auprès des maraîchers, des restos ou des magasins de la nourriture végétal/r/ienne que le système productiviste considère comme déchets, mais qui pourtant reste comestible. Ensuite nous préparons ces vivres pour finalement pouvoir partager ces derniers à prix libres lors de nos sorties. Le repas sert alors d'alibi pour (re)mettre en lumière que tous les jours des tonnes (littéralement!) de nourriture sont jetées; cela principalement dans le but de maintenir les prix du marché, mais aussi le niveau de production (croissance éternelle quand tu nous tiens!)

Mais au-delà de ça, le cadre instauré par l'aspect convivial que

représente un repas partagé nous permet de créer un climat propice à la rencontre et à l'échange d'idées. Car si la nourriture en est un exemple emblématique, c'est la consommation débridée dans son ensemble que nous voulons mettre sur la selle.

Autogère tes pâtes camarades!

Nous nous regroupons sous la forme d'un collectif, car il nous paraît évident que seul un mode d'organisation avec une prise de décision horizontale et anti-autoritaire pourra ouvrir les portes vers une société égalitaire. Et comme c'est ce que nous désirons, nous avons décidé de créer dès maintenant ces espaces de libertés en expérimentant l'organisation des individus, bien loin des solutions prémâchées par les différents pouvoirs.

Nous avons aussi opté pour une redistribution sous forme de prix libre. Cela nous amène dans la sphère peu souvent exploitée de la responsabilisation personnelle. Ici, c'est à chacunE de juger selon ses moyens, ses envies, ses valeurs, ... à quelle mesure il-elle veut participer au bon fonctionnement de la cuisine ambulante. Il n'y a plus de barrière économique. La nourriture est accessible à touTEs et les élitismes tacitement acceptés réduits à néant. Si nous n'opérons pas sous la forme de

la gratuité, c'est principalement pour couvrir les faux-frais imposés par la dictature économique.

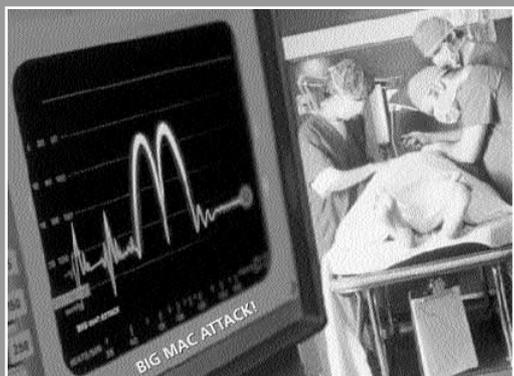
Nomadisme Vs sédentarisation

Afin de multiplier ses actions et de maintenir une certaine dynamique dans sa troupe de "pas-cuistotEs", Crève!lafaim envisage fortement de poser ses chaudrons dans un lieu fixe. Les bouffes populaires prendraient alors place de manière plus régulière (hebdomadaire ou bimensuelle). Cette fréquence procurerait un repère pour les "externes" et encouragerait une longévité et un approfondissement au sein des rencontres occasionnées lors de ces repas. Mais rassurez-vous, cela n'altérera en rien notre envie de bouger et de jouer de nos casseroles où bon nous semble!

Alors n'hésitez pas à nous contacter, à nous inviter, à nous envoyer des ustensiles de cuisines (bec de gaz, couverts, vaisselles, ...) ... et surtout BON APPETIT! ■

(1) <http://www.foodnotbombs.net/fr-index.htm>

*pour des raisons de limite temporelle, je n'ai pas pu soumettre ce texte à la relecture de l'ensemble du collectif. Mais ça devrait refléter l'ensemble des attentes de touTEs les individuEs impliquéEs dans Crève!lafaim



Autres "bouffes populaires" en Belgique :

ANVERS: tous les jeudi à 19.00h @ "AC Scheld'apen" - d'Herbouvillekaai 36 - Antwerpen scheldapen@skynet.be ou <http://scheldapen.downfire.com>

GENT: Tous les mercredi à 20h @ "Assez" - Brugsepoort, Sparrestraat 1A - Gent

LEUVEN: Tous les mercredi à 18h30 (15h00 pour aider à préparer) @ "Villa Skwattus Dei" - Schapenstraat 29 - Leuven - 0496-40 85 65 ou sociaalcentrum@hotmail.com

LIEGE: tous les mercredis à 20.00h @ "Jonruelle" - Jonruelle 1 - Liège - 04-228 03 51)

LOUVAIN-LA-NEUVE: Tous les mardi à 20.00h @ "Le Cent Onze" - 111 Rue de la Baraque - Louvain-La-Neuve squatcentonze@yahoo.fr 0474-36 36 80

Verhofstadt avait promis de créer 200.000 d'emplois supplémentaires. Qu'elle est la recette des libéraux et des socialistes? Comme d'habitude, les sempiternelles diminutions des impôts. Lors de la conférence sur l'emploi, décision avait été prise de diminuer les charges patronales à hauteur de 800 millions d'euros, en plus des diminutions déjà prévues auparavant. Au total, il s'agit de plusieurs milliards d'euros. Evidemment, pour les pouvoirs publics, cela représente une diminution des revenus. Et en somme, on peut dire qu'il s'agit purement et simplement d'un hold up sur notre sécurité sociale. Quand on offre le gros lot aux entreprises, il faudrait pour le moins exiger des engagements précis et contraignant concernant la création d'emplois. Techniquement, cela ne devrait pas poser beaucoup de problèmes: une entreprise

ices en Europe, ce qui entraînera la création de services à plusieurs vitesses. Libéraliser signifie que l'on ouvre ces secteurs au marché et que l'on autorise sa mise en concurrence avec le privé. Si l'enseignement est libéralisé (selon les vœux de Bolkestein et de l'OMC), on évolue inévitablement vers un système à l'américaine où les enfants riches vont dans des écoles privées aux frais d'inscription élevés, tandis que les autres enfants devront se contenter d'un enseignement public avec peu de moyens. Libéraliser implique la privatisation des secteurs attractifs du secteur public, tandis que la société continuera à gérer les secteurs "problématiques". Malgré les multiples exemples négatifs venant d'autres pays européens, personne - mais alors là vraiment personne - dans le monde politique ne remet en question ces libéralisations et ces privatisations. Des proposi-

Le gros lot pour les patrons

pourrait avoir droit à une diminution des charges en fonction du nombre d'emplois créés. Mais non. Le gros lot, c'est le gros lot. Il s'agit d'un cadeau financier immense et les entreprises en font ce qu'elles veulent. Quel est le résultat de toutes ces diminutions de charges patronales des différents gouvernements successifs? Le Bureau du Plan a calculé que le gouvernement met sur la table l'équivalent de 70.000 euros pour chaque emploi créé via la diminution des charges. Et les effets ne sont pas franchement impressionnantes. Au contraire, il serait plus "rentable" pour les pouvoirs publics d'utiliser ces budgets colossaux pour créer directement dans des secteurs où les besoins sont criants. Le gouvernement fait tout le contraire, il se lamente sur le déficit dans la sécurité sociale, les charges du vieillissement de la population, etc. Le déficit total est estimé à ... 800 millions d'euros. Pardonnez-nous, mais la solution peut être très simple...

Même chose avec les libéralisations et les privatisations, une véritable histoire sans fin. Après le secteur énergétique, c'est désormais au tour de la Poste et des chemins de fer. Sur la table de la commission européenne on retrouve la directive Bolkestein qui vise la libéralisation totale du secteur des serv-

tions sur le développement des services publics, dans une époque récente considérées comme des évidences, sont qualifiées aujourd'hui comme des rêveries d'extrême gauche...

L'argument suprême est toujours le même: c'est bon pour le client! Mais est-ce vraiment le cas? Maintenant que le marché du téléphone mobile est saturé, peut-on encore dire que la libéralisation du marché de télécommunication nous a été salutaire? Est-ce que les tarifs de l'énergie sont devenus plus transparents et moins chers depuis la libéralisation du secteur de l'énergie? Un seul chiffre: ces derniers mois: 17.000 familles belges ont été sanctionnées par leur fournisseur d'énergie pour ne pas avoir payé leurs factures. Le gouvernement n'est plus en mesure de déterminer les prix: il ne gère rien dans ce secteur, ouvrant la voie à tous les dérapages. Et ces 17.000 familles devront se contenter du minimum absolu, à peine suffisant pour faire bouillir une soupe Royco et allumer une ampoule.

Le train néolibéral est devenu un TGV. Et sur la scène politique traditionnelle, plus personne n'est prêt à se mettre au travers de ce train. Nous ne pouvons compter que sur nos propres forces: la résistance ne peut venir que des syndicats et des mouvements sociaux. ■

la gauche

Mensuel édité par le Parti Ouvrier Socialiste (POS) - Quatrième Internationale

EDITEUR RESPONSABLE: David Dessers

SECRETARIAT DE RÉDACTION: Céline Caudron, David Dessers, Matthias Lievens, Ataulfo Riera

RÉDACTION ET ADMINISTRATION: 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles Tél: 02 523 40 23 // Email: lagauche@sap-pos.org // Site Internet: www.sap-pos.org

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO: Sébastien Brulez, Cédric (Collectif Crève!La faim), Céline Caudron, David Dessers, Chris Den Hond, Georges Dobbeleer, Gonzalo Gomez, Virginie Godet, Pips Patroons, Freddy De Pauw Frédéric Lèhembre, Frédéric Lèvèque, Matthias Lievens, Diego Morales, Ataulfo Riera, Daniel Tanuro, Louis Verheyden, Winfried Wolf

TARIFS ET ABONNEMENTS: Prix au numéro: 1,5 euro // Abonnement un an: 15 euros // Etranger: 25 euros // Abonnement de soutien: 30 euros

A verser sur le n° de compte "Avanti": 001-4012225-90, mention "La Gauche".

A la suite de leur maître à penser éponyme, de très nombreux auteurs marxistes ont analysé la Révolution industrielle des XVIIIe-XIXe siècles, le développement technologique continu auquel elle a donné lieu depuis et les conséquences de celui-ci à divers niveaux. Beaucoup moins nombreuses sont les contributions à l'étude de la Révolution agricole qui commence au XVe siècle dans les Flandres et se prolonge jusqu'au XIXe dans les régions les moins avancées d'Europe (4). Pourtant, cette révolution a précédé l'industrialisation... et l'a rendue possible en créant les surplus agricoles indispensables au ravitaillement de la population urbaine. PAR DANIEL TANURO

"Ouvriers, paysans nous sommes.."

(AIR CONNU)

Ainsi que l'expliquent Mazoyer et Roudart dans leur remarquable "Histoire des agricultures du monde"(2), le principal ingrédient de la Révolution agricole du XVIe-XIXe S a été l'abandon de l'ancien système de la jachère au profit du système où les cultures fourragères alternent presque sans discontinuer avec les céréales. En effet, grâce à la rotation sans jachère, les terres labourables ont produit presque autant de fourrages que les pâturages et les prés de fauche réunis. Du coup, le cheptel a pu quasi doubler, entraînant le doublement de la force de traction animale, le doublement de la quantité de fumier et le doublement des rendements céréaliers. Telle a été la base matérielle pour "l'explosion démographique" dans nos pays et pour la réduction de moitié - dès avant la fin du XIXe S - de la fraction de la population occupée au travail des champs.

Dans la suite du développement historique, la révolution agricole se combina étroitement avec la révolution industrielle. Le développement industriel permit l'amélioration de l'outillage, la mécanisation, la production d'engrais - sans oublier le désenclavement de l'agriculture par l'extension des transports. En retour, les augmentations de la productivité du travail agricole mirent toujours plus de "bras" à la disposition des mines et des fabriques. Ce mouvement dialectique connut une prodigieuse accélération au XXeS,

avec la motorisation et "chimisation" de l'agriculture. Aujourd'hui, dans les pays capitalistes développés, le rendement en céréales (ou équivalent-céréales) dépasse les cent quintaux à l'hectare (voire 200q/ha), et la surface exploitable par un seul agriculteur atteint les deux cents hectares. Le résultat est assez vertigineux puisque l'alimentation de ces sociétés est assurée par moins de 5% de la population active(3)...

Cette agriculture dominée par les multinationales de l'agrobusiness est-elle "soutenable"? Non: ultra-intensive et très exigeante en intrants, elle inflige de gros dégâts à l'environnement (empoisonnement par les pesticides et les nitrates, eutrophisation, érosion des sols, pompage des nappes phréatiques, salinisation des terres irriguées, folie des transports,...) et coûte extrêmement cher à la collectivité. D'autre part, elle écrase les systèmes agricoles manuels qui restent dominant dans les pays du Sud, ce qui est la cause principale de la pauvreté, de la faim et de l'exode rural(4).

Face à de tels enjeux globaux, où l'environnemental s'imbrique dans le social et dans l'économique, l'issue ne peut découler simplement d'un point de vue "écologique" unilatéral. Les partisans de la "décroissance", par exemple, disent que la population mondiale doit être ajustée à la capacité de charge d'une "agriculture strictement organique". Or, toutes

autres choses restant égales, une "agriculture organique" - sans engrais minéraux ni tracteurs - serait au bas mot 25 fois moins productive que le système actuel... Dès lors, de deux choses l'une: soit il s'agit d'une perspective sur le très, très long terme - et alors elle ne répond pas à la crise écologique présente; soit il s'agit d'une régulation barbare, à la Malthus, et dans ce cas elle est évidemment inacceptable...

Dans le Livre III du Capital, et plus encore dans ses "Théories sur la Plus-value", Marx a entamé une analyse d'ensemble de la production capitaliste, intégrant industrie, agriculture, démographie, production des déchets et gestion des sols dans la dénonciation de la logique d'accumulation. C'est cette méthode globale qui doit être remise au goût du jour pour aborder les débats actuels sur le développement soutenable d'un point de vue qui soit non seulement anticapitaliste mais aussi, tout simplement, humain.

Dans tous ces débats, en effet, nous devons partir d'un "impératif moral catégorique": les neuf milliards d'êtres humains qui peupleront le globe en 2050 - chiffre autour duquel la population mondiale se stabilisera avant de décroître doucement - ont tous et toutes droit à une existence digne de ce nom. Cela implique, en premier lieu, le droit de manger à leur faim, comme les ressources de la terre le permettent! ■

(1) Mentionnons toutefois le livre très intéressant de Karl Kautsky, "La Question Agraire".

(2) Marcel Mazoyer et Laurence Roudart, *Histoire des agricultures du monde* (Le Seuil), 1997.

(3) Ce chiffre doit être corrigé pour tenir compte des travailleurs occupés dans des secteurs qui travaillent en amont (construction de machines, fabrication d'engrais et de produits chimiques ou phytosanitaires, etc) ou en aval (agro-alimentaire) de l'agriculture proprement dite, soit à peu près 8%. Au total, il reste que ce que nous mangeons est produit par moins de 15% de la population.

(4) 400 millions de paysans - soit 1,2 milliards de gens - travaillent sans engrais, ni bête de trait, ni semences sélectionnées. Leur productivité est 500 à 1000 fois inférieure à celle des agriculteurs du Nord.

“Prenez un enfant et faites-en un roi, couvrez-le d'or et de diamants. Cachez-vous, en attendant. Vous n'attendrez pas longtemps. Les vautours tournent autour de l'enfant”. Cette chanson - *Argent trop cher* de Téléphone - ma copine Latifa l'avait chantée lors de notre spectacle des rhétos. Plus de dix ans après, elle prend pour moi un tout nouveau sens. Parce que ce n'est plus vrai que ta vie n'a pas de prix. Les multinationales, bottant l'Eglise en touche, sont désormais là pour nous, de la première échographie au tombeau. PAR VIRGINIE GODET

MARKETING à la maternité

Contrairement aux idées reçues, on peut être féministe, de gauche radicale, avoir les cheveux longs, porter des soutifs, être mariée et même mère de famille nombreuse. Chez les bouddhistes, on appelle ça la non dualité. Un être humain est un être complexe, donc un paradoxe sur pattes. Ayant mis au monde trois magnifiques petits mecs, j'ai eu tout le loisir d'étudier le fonctionnement de nos nouvelles usines à naître. Vachement efficace, il faut le reconnaître, et ce sur bien des points. Mais ce qui m'a le plus marquée, c'est l'avalanche de pubs qui vous atterrit dessus dès la visite du quartier d'accouchement.

De prime abord, c'est sympa. Tout le groupe de candidates parturientes est accueilli avec un gros cadeau. On ouvre le paquet: des bons de réductions chez Machin sur la layette, des échantillons de shampoing, pour bébé, pour maman, rasoirs pour les jambes de maman, pour la barbe de papa (les enfants, ça se fait à deux, n'oublions personne), spéculoos, chocolats de régime, abonnements à des magazines... j'ai peur de ne pas être exhaustive... mais pas de raton laveur. Comme c'est bien ! On va pouvoir en faire des achats pour ce petit minou qui va arriver... Sauf qu'on croule déjà sous les vêtements prêtés ou donnés par les copines, les tantes, les cousines qui sont déjà passées par-là. Qu'on recevra certainement des cadeaux en plus, et que cet enfant, ce n'est pas la reine d'Angleterre, on peut le voir deux fois dans la même tenue sans que vous soyez déshonorée.

Le grand jour est arrivé. Terrassée par les douleurs promises par la Bible (pour celles qui n'y sont pas encore passées: y'en a qui n'ont pas tellement mal), vous débarquez à la mat'. Pendant le travail, on vous foutra

relativement la paix. Pendant l'accouchement, évidemment, vous avez autre chose à faire. Une fois la petite merveille sortie, on la pèse, on lui passe l'aspirateur pour vider les restes de mucus.

Retour à la chambre. Cette fois, vous avez droit à deux packs, avec approximativement la même chose dedans. Mais c'est super-ciblé: re-chocolat de régime, lait raffermissant pour le corps, shampoing, rasoirs pour maman et papa, petits pots aux fruits (pas avant 4 mois, je vois pas l'utilité), lingettes pour le pépette, tétine gratos, re-bons de réduction pour faire une garde-robe de diva à p'tit bouchon. Et les



pièges à cons commencent. Vous avez droit à une super cuillère en plastic. Vous voulez l'assiette qui va avec ? Prenez rendez-vous avec une de nos démonstratrices pour organiser une soirée Boïboîtes chez vous. Donnez vos coordonnées à l'éditeur du pack, on vous en enverra d'autres, aux dates clefs de la croissance de votre enfant. D'ailleurs, dans la boîte distribuée quand l'enfant a un mois, les réductions sur les fringues, c'est pour maman. Si vous ne faites pas attention (c'est écrit en trop petit pour que ça se remarque), vous allez en fait filer votre adresse à des boîtes de pub, qui vous enverront à tour de bras du mailing personnalisé. Les catalogues spécialisés ont le chic pour vous persuader que si vous ne commandez pas leurs trois quarts de trucs qui ne serviront quasi pas, vous êtes une mère indigne, et que votre gosse deviendra con comme un manche... Quant aux petits guides de puériculture

fournis avec les packs, on y trouve presque plus de pub que de conseils.

Mais c'est pas tout. Voici l'infirmière qui entre dans la chambre pour la première toilette. Dans les bras, un paquet de couches et une grosse boîte. "Avez-vous de quoi faire la toilette du bébé? Sinon, nous vous proposons le pack Tûûûût (et là, on ne vous dit pas que ce sera facturé par la maternité)" et de te faire la gueule si tu réponds que tu utilises des produits naturels, et que tu as tout prévu, merci Madame.

Enfin tranquille jusqu'au troisième jour, celui où on commence le baby blues. Jour stratégique, qui voit débarquer la photographe, laquelle vous annonce que la maternité vous offre une photo gratuite de votre bébé. Fuyez !

Trouvez toutes les combines pour dire non (attention, la dame est persuasive). Les photos seront livrées chez vous vers la fin du premier mois, quand vous avez une gueule de déterrée, et une

grosse déprime, lassée d'être toujours toute seule. Bien contente d'avoir de la compagnie, vous vous laisserez fourguer n'importe quoi, même l'agrandissement de la photo imprimée sur toile, façon tableau rustique (c'est kitsch, laid, et cher).

Ce sont les trucs classiques. Cette fois, on m'a offert la carte de groupe sanguin de mon fiston. La pédiatre m'a annoncé que c'était juste un moyen pour un labo de se faire de la pub. Parce que les médecins commencent gentiment à en avoir marre, eux aussi. Une maternité, un hôpital, c'est un endroit où on fait naître des bébés, où on soigne des personnes. Et les multinationales mettent la main dessus. Des gens qui sont couchés, qui s'ennuient parfois, souvent, ça fait des cerveaux vides avec de la place pour Coca-Cola. Comme si elles ne se faisaient pas déjà assez de flouze sur la vente des médicaments... Mais ça, c'est une autre histoire. ■

Au début du mois de juin 2003 l'ex-administrateur de la SNCB Karel Vinck lançait un plan de restructuration pour le rail sous le titre éloquent de MOVE 2007. Une réforme nécessaire, d'après lui, pour que la SNCB puisse se préparer à la libéralisation du marché du transport. Mais c'est avant tout un plan d'économies drastiques qui suscite la grogne chez les cheminots. Nous en avons parlé avec un militant de la CGSP-Cheminot. INTERVIEW PAR FREDERIC LEHEMBRE

SNCB: MOVE vers la privatisation

En quoi consiste le plan Move 2007 ?

En deux mots, 10.000 emplois sont menacés et quelques lignes locales seraient supprimées. Plusieurs ateliers d'entretien fermeraient leurs portes et tous les secteurs sont confrontés à des économies budgétaires, allant dans certains cas jusqu'à 30 et 40%. En outre, une augmentation des tarifs de près de 15% est envisagée.

Quelle a été la réaction parmi les travailleurs ?

Le 30 juin 2003 nous avons fait une grève générale. Elle a été suivie par un processus de concertation très laborieux. Un protocole d'accord a finalement été conclu le 1er avril 2004 avec des mesures d'accompagnement pour le plan d'entreprise 2004-2005.

L'accord prévoit une réduction de 3.000 emplois d'ici fin 2005. Cette réduction serait réalisée par le "départ volontaire" à partir de 55 ans. Le protocole d'accord comprend en outre des mesures visant à l'augmentation de la productivité et de la flexibilité ainsi que des modifications importantes dans le secteur du transport de marchandises.

Ce n'est pas là, bien entendu, une garantie pour l'avenir. Le plan a été lié à une évaluation qui aura lieu fin 2005 après laquelle suivront une nouvelle série de mesures. De plus, les mesures d'économies budgétaires n'ont pas été touchées. La direction de la SNCB veut également réduire le personnel de guichet dans les gares, et 41 arrêts et stations sont sur la sellette. L'intention est clairement de supprimer différents arrêts "non rentables".

Qu'en est-il de la scission de la SNCB ?

Le 1er janvier 2005, la SNCB sera fractionnée en 3 sociétés ayant des gestions autonomes: une administration d'infrastructure dénommée Infrabel, une société de transport SNCB et un holding pour les affaires générales. Le personnel continue à conserver son statut et est employé par le holding.

Cette division est expliquée comme une nécessité afin de répondre aux directives européennes. Pourtant, la directive européenne 91/440 de 1991 ne demande qu'une séparation comptable entre l'administration d'infrastructure et les activités de transport. Cette division n'est donc rien d'autre qu'une étape préparatoire pour la privatisation de certaines tâches, comme cela s'est passé dans différents autres pays européens.

Le gouvernement a apporté des investissements dans les transports en commun et a promis à la SNCB d'éponger sa dette publique...

En 2001, le gouvernement arc-en-ciel avait annoncé un plan d'investissement ambitieux pour la SNCB. Etalé sur 12 ans, ce plan de presque 17 milliards d'euros devait permettre d'augmenter de 50% l'offre de transport.

Mais l'exécution de ce plan se fait attendre. Non seulement la SNCB doit financer elle-même un tiers de ce plan, mais en outre sa version actualisée suppose un préfinancement par les régions de 624 millions euros pour la période 2004-2007. Il ne faut donc pas s'étonner que cela traîne en

longueur car cela accentue les crispations régionalistes.

Concernant la dette, dans le courant de 2005, le gouvernement reprendra la dette historique de la SNCB, toujours dans le cadre de la directive de l'UE 91/440 de 1991. Cette dette s'élève à 7,4 milliards euros. Elle est avant tout le résultat d'un manque d'investissements publics pour la prestation de service public de transport ainsi que de frais colossaux résultants de la construction des lignes rapides pour le TGV.

Quel est le rôle de l'UE dans l'évolution du rail ?

La libéralisation du transport dans l'espace européen est train de se concrétiser. En mars 2003, le transport de fret international a été libéralisé. En 2007 ce sera le tour du transport national de marchandises. Le transport international de voyageurs suivra en 2009 et le transport national de voyageurs en 2011.

On introduira également une sorte de permis de conduire européen pour les conducteurs. Ce dernier permettrait par exemple, à terme, de voir seulement deux machinistes conduire un train pendant des milliers de Km. Ce qui constitue une importante régression des conditions de travail et ce qui ne sera pas sans risques pour la sécurité. Mais la réaction se fait encore attendre. Tant les partis traditionnels que la direction des syndicats se cachent derrière l'inéluctabilité de la politique libérale de l'UE. La libéralisation n'est pas conçue par eux comme pouvant être stoppée, mais au contraire comme un fait irréversible. ■

La bataille des étudiants se poursuit en Communauté française. Après les différentes actions menées ces dernières semaines, la ministre Simonet a consenti à palier à la situation d'urgence en accordant 5 millions d'euros aux hautes écoles. Les voici donc en soins intensifs jusqu'en septembre 2005...et après ? PAR SÉBASTIEN BRULEZ

Hautes Ecoles: sous perfusion

Dans les locaux de la FEF, les cercueils traînent déjà dans les couloirs, à côté des roses fanées. La situation des hautes écoles serait-elle dramatique à ce point? Pas encore, il ne s'agit là que du matériel animant le cortège des manifestations. Mais la Fédération des Etudiants Francophones est mitigée par rapport à l'offre de Marie-Dominique Simonet.

D'un côté, on applaudit car la ministre de l'enseignement supérieur a entendu les revendications et a étudié le dossier. On se réjouit également que le gouvernement de la Communauté française consacre un quart de sa marge budgétaire aux hautes écoles. Cependant, comme le constate Renaud Maes, président de la FEF: "Si la Communauté française n'avait accepté le hold-up du fédéral sur le péculé de vacances, la somme consacrée pour venir en aide aux hautes écoles aurait été d'autant plus importante. La Communauté flamande s'est opposée à cette ponction du fédéral et a introduit un recours. Pourquoi les francophones n'ont-ils pas résisté?"

Sparadrap sur une plaie béante

Et pour cause, la somme est dérisoire par rapport aux besoins réels des hautes écoles. Cinq millions d'euros permettent d'engager 100 nouveaux professeurs pour les 29 hautes écoles que compte la Communauté française. Mais parmi ces 100 nouveaux emplois, 29 (un par haute école) seront destinés à des tâches administratives (programmes Erasmus, gestion du parc informatique, etc.). Restent donc 71 enseignants à se partager... jusqu'au

NOUS, A DÉFAUT
D'AVOIR ASSEZ
DE PROFS...



15 septembre 2005. Après cette date, "la prolongation de cette action sera soumise à un accord du secteur des hautes écoles" selon un communiqué de presse de la Communauté française. Mais, toujours selon le même communiqué, cet accord demandera aux établissements de fournir des efforts supplémentaires: optimisation de l'offre d'enseignement, synergies entre hautes écoles et universités, seuil de maintien pour certaines catégories ou sections.

Les tableaux sont-ils plus verts ailleurs ?

Du 11 au 15 novembre derniers, l'ESIB⁽¹⁾ (The National Unions of Students in Europe, qui regroupe 11 millions d'étudiants représentant 48 pays) se réunissait à Tallin, en Estonie. Julie Ochem, responsable des relations internationales de la FEF s'y est rendue. Et force est de constater que la situation de l'enseignement supérieur n'est pas plus rose dans les autres pays d'Europe. "Au Danemark, plus de 10 000 étudiants ont défilé dans les rues de Copenhague le mois dernier pour réclamer plus d'argent pour l'enseignement" déclare Julie. "En Italie, la situation est semblable à chez nous. Par contre, certains pays sont

dans des situations bien plus dramatiques, comme en Biélorussie où les représentants des étudiants ont les services secrets sur le dos!" Aujourd'hui, la FEF essaie de trouver d'autres associations rencontrant les mêmes problèmes afin de s'associer et d'élaborer

une collaboration à l'ESIB. "Il existe au sein de l'ESIB, un bloc de pays ancrés plus à gauche comme l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, etc. A côté de cela, il est hallucinant de constater que certaines associations d'étudiants sont profondément conservatrices et particulièrement celles provenant des pays du Nord".

Les représentants des associations les plus progressistes ont d'ailleurs lancé un appel commun au FSE, pour la reconnaissance des droits des étudiants et contre l'agenda néolibéral de l'Union européenne. Alors, le mouvement étudiant est-il sur la même longueur d'onde que le mouvement altermondialiste? "Sur le plan des idées de bases oui, les opinions et les motivations sont les mêmes. Mais je ressens un certain ras-le-bol du côté étudiant par rapport à l'inertie des forums sociaux. On y discute mais on en repart tout comme on y est venu. On ne profite pas assez du fait qu'un nombre important d'organisations sont présentes sur place pour lancer un mouvement international". ■

(1) www.esib.org

C'est Clair et Net sur:
www.fef.be

Les patrons de l'industrie automobile, comme ailleurs, pratiquent avec beaucoup de conviction le chantage à l'emploi. L'annonce faite par General Motors au mois dernier de supprimer 12.000 emplois en Europe, dont 10.000 chez Opel, a suscité la colère parmi les travailleurs du secteur. A Bochum, dans la Ruhr, grâce à des arrêts de travail intensifs contre la suppression annoncée de 4 000 emplois sur 9 500, la direction a dû faire marche arrière et ne parle plus "que" de 400 emplois menacés. Malgré ses 11 milliards d'euros de bénéfices au cours de ces 6 dernières années, Volkswagen-Allemang menaçait quant à elle 30 000 emplois (sur 174 000). Le syndicat IG-Metall a finalement négocié un accord pour éviter cela, mais à quel prix ! Les licenciements secs sont simplement suspendus jusqu'en 2011 et en échange la flexibilité est drastiquement augmentée, notamment via le recours aux heures supplémentaires. En Belgique, après Ford-Genk, la direction de VW-Forest prétend qu'il y aurait 600 emplois de trop (sur 5.750) mais que 400 pourraient être "sauvés" par une l'augmentation de la productivité (et donc de la flexibilité). Notre camarade allemand Winfried Wolf revient ici sur le contexte économique qui explique cette avalanche de restructurations dans l'industrie automobile. PAR WINFRIED WOLF

Violentes tensions sur le marché mondial de l'AUTOMOBILE

Si Opel rencontre des problèmes, ce n'est pas uniquement en raison d'erreurs de management. Les grands groupes mènent leur guerre pour maximiser leurs profits sur le dos des employés.

Les arguments des spécialistes s'analysent ainsi. Primo, il n'y aurait pas de crise internationale dans l'industrie automobile, mais des erreurs de management chez General Motors (GM) en Europe. Secundo, c'est particulièrement en Europe que GM accumulerait les pertes. Tertio, il n'y pas d'alternative à une réduction massive d'emplois en Europe.

Il est vrai qu'en 2004, avec 52 millions d'unités, on aura vendu bien plus de voitures dans le monde qu'en 2003. En 2005, il devrait se vendre 54 millions d'unités. Cependant le marché se rétrécit et la concurrence s'intensifie. Au cours des quinze dernières années, 12 marques de voiture ont perdu leur indépendance: Saab, Subaru, Isuzu, et Daewoo sont passées chez GM; Volvo, Jaguar Land Rover et Mazda chez Ford, Alfa et Lancia ont été absorbées par Fiat, Nissan par Renault, Kia par Hyundai. Plusieurs constructeurs ont peu de chances de survivre comme Mitsubishi, Fiat et Rover.

Les quelques marchés qui connais-

sent une véritable croissance - comme la Chine et l'Europe de l'Est - sont l'objet d'une furieuse concurrence. On y voit naître d'énormes surcapacités de production, qui devraient au plus tard en 2006 inonder le marché mondial de l'automobile. Si actuellement se manifestent des tendances à la crise chez GM, ce n'est qu'un instantané sans importance. En ce moment Ford va plus mal que GM/Opel. Il y a six mois DaimlerChrysler annonçait le désastre chez Mitsubishi. Ne parler d'erreurs que chez GM en Europe est imprudent. Actuellement sur le marché US, GM doit consentir des rabais de 6 000 dollars sur les prix affichés pour écouler ses voitures.

Affirmer ensuite que GM fait des pertes avant tout en Europe est contestable. Effectivement, cette multinationale présente pour l'année 2003 un bénéfice qui est officiellement de 3,822 Milliards de dollars. Comparé à 2002 il y a une augmentation de 120% (d'après *Fortune* du 26 juillet) Pour les 4 derniers mois de l'année 2004, le trust GM présentait un bénéfice net de 440 millions de dollars. Le fait que, d'après les sources GM, les bénéfices proviennent essentiellement de la filiale bancaire. Le rabais de 6 000 dollars par voiture prouve que le constructeur a des difficultés sur le marché. S'il arrive à introduire ces

voitures sur le marché grâce au crédit, c'est qu'il réalise les bénéfices par l'entremise de sa filiale bancaire.

Il est tout aussi discutable d'affirmer que GM fait des pertes en Europe. En janvier 2004, celui qui était encore le président du directoire de Adam Opel SA, Carl-Peter Forster, faisait observer que le déficit de 400 millions déclarés s'expliquait en majorité par le fait que la plus grande part des coûts de recherche et développement pour les véhicules de GM Europe, vendus dans le monde entier, était imputée à GM Europe et surtout à Opel, tandis que les bénéfices provenant de la vente de ces véhicules (par exemple en Asie) ne leur revenaient pas la plupart du temps.

Le raisonnement qui conduit à penser qu'il faille en arriver à une réduction drastique du personnel en Europe, voire le cas échéant, à une fermeture de site ne convainc personne parmi les salariés. Ne pourrait-on pas plutôt dire que tous les constructeurs s'y prennent ainsi (cf. DaimlerChrysler et VW)? que la structure juridique de Ford Cologne est en cours de modification pour pouvoir disposer de "plus de flexibilité" (pour faire pression sur le personnel)? qu'après une attaque couronnée de succès contre GM/ Opel, on pourrait mettre la

pression sur le personnel de Saab en Suède ?

Et pourquoi cette offensive contre Opel à Bochum ? Après tout, elle tourne à 100% de ses capacités. Eisenach et Luton (en Grande Bretagne) seulement à 70%, Rüsselsheim à 58%. La direction de GM ne se vengerait-elle pas d'un personnel à Bochum qui avait participé de façon décisive aux luttes pour empêcher le démantèlement et les baisses de salaire prévus en 2000 ?

Il n'y a aucune raison de croire que ces pressions et ces tentatives de division vont s'arrêter à un moment donné. Au contraire. La direction de GM à Détroit veut voir le sang couler. Et qui a léché du sang et engrangé des profits, commence seulement à avoir de l'appétit.

C'est bien ce qu'écrivait dans ce journal le vieux militant d'Opel Bochum, Wolfgang Schaumberg: *"la cause profonde réside dans le système économique actuel fondé sur le profit et la concurrence. On ne travaille pas pour satisfaire des besoins mais sous la contrainte de la course aux profits"*. Le cercle vicieux du chantage, de la casse sociale, de l'augmentation du stress au travail et des fermetures de sites ne sera brisé qu'à la condition d'une contre-offensive commune des personnels de GM/Opel/Saab, VW et des autres producteurs d'automobiles.

Crise des ventes dans l'automobile: le marché est saturé

Dans les deux dernières années, les ventes de voitures particulières ont stagné en UE ou ont même reculé en partie. Malgré la crise et un marché intérieur atone, l'Allemagne reste le marché le plus important.

En Allemagne, le nombre de nouvelles immatriculations de voitures particulières a baissé en 2004. En septembre, la baisse atteignait 3,7% et en août 3,1% par rapport au même mois de l'année dernière.

Au total en Europe occidentale le

nombre de nouvelles immatriculations de voitures particulières a baissé de 0,6% par rapport à l'année précédente. En août cette baisse a été de 0,8%.

Dans les pays de l'UE, en janvier 2004, il y avait 216 743 310 véhicules, dont 189 560 000 voitures particulières. Ce parc gigantesque consomme 102 millions de tonnes d'essence et 243 000 tonnes de diesel par an.

C'est l'Allemagne qui détient la part du lion: 50 millions de véhicules, dont 45 millions de voitures particulières consommaient en 2003: 25 850 000 tonnes d'essence et 50 000 tonnes de diesel. L'Allemagne est donc le troisième marché de l'automobile après les USA (225 de véhicules) et le Japon (73 millions) En revanche le nombre de véhicules de la Chine en pleine croissance reste en comparaison très modeste (20,5 millions de véhicules). Le deuxième marché européen est l'Italie avec 37,8 millions de véhicules.

Il y a dix ans, les véhicules étaient remplacés par une voiture neuve en général au bout de 3 ou 4 ans d'usage. Les experts estiment que les acheteurs reculent d'une année l'achat d'une nouvelle voiture, avec des répercussions sur le marché des ventes.

Le prix des carburants a de plus des effets négatifs sur la conjoncture du marché de l'automobile. Les augmentations importantes de la fiscalité (en 2002, l'Etat a encaissé en Allemagne 42 milliards d'impôts sur les carburants) et les augmentations du prix du pétrole brut ont obligé les automobilistes à consacrer une part plus importante de leur budget à la voiture, ou les a contraints à diminuer leurs déplacements.

En 1992, un consommateur devait payer pour un litre de super environ 1,40 Mark en 1999 1,70 Mark; en 2003 un litre de super coûtait 1,09 € en 2004, il faudra compter 1,20 € par litre en moyenne. ■

La Poste: Contre les timbrés du néolibéralisme

Les restructurations en cours à la poste n'ont pas d'autres buts que de la rendre "privatisable" et de l'offrir à l'appétit vorace des financiers de tous poils. La grève du 10 novembre 2004 en front commun (CGSP-CSC-SLFP) faisait suite au refus de la direction d'appliquer l'accord-cadre 2001-2004 sur la réduction du temps de travail à 36H qui doit prendre cours en janvier 2005.

En cause également:

- Le non renouvellement systématique des agents à contrat à durée déterminée en contrat à durée indéterminée après 5 contrats au lieu de 4 actuellement.
- La remise en cause des jours de congé maladie (qui garanti le salaire) pour les agents statutaires.
- L'obligation de prendre les congés avant

le 01/03 de l'année suivante. – Des milliers d'agents ont un reliquat de dizaines de jours et de centaines d'heures de repos à prendre.

- La pression sur les agents de plus de cinquante ans pour accepter des services mi-temps.
- Contre la surcharge de travail, suite à l'introduction du plan géoroute. ETC....



D'autres choix sont possibles. Ils nécessitent de revenir sur les politiques de libéralisation des services publics et au contraire de les développer pour qu'ils correspondent aux besoins de la population. La poste est utile à tous et n'a pas de vocation à être rentable. ■

Correspondant pos-poste

Lutter pour chaque emploi?

Dans l'édito de *La Gauche* n°7 nous traitons déjà de la nécessité pour le mouvement syndical de dépasser le niveau corporatiste de la lutte pour le maintien de l'emploi et d'entamer l'offensive pour un projet de société auquel peuvent adhérer bon nombre d'autres mouvements sociaux. Ce n'est pas une question facile, car cette démarche suppose qu'on puisse affronter les réflexes compréhensibles des travailleurs de DHL par exemple. Il faut se saisir de leur lutte légitime pour avancer des revendications plus fondamentales et élargir de cette façon leur combat, l'élever à un niveau supérieur.

PAR MATTHIAS LIEVENS

Dans le contexte que nous connaissons d'un taux de chômage élevé et d'incertitude sur le marché du travail, la réaction défensive pour le maintien de chaque emploi est parfaitement compréhensible et légitime. Même les entreprises qui réalisent des bénéfices importants sont restructurées sous la pression des actionnaires qui exigent un *return on investment* d'au moins 15 %. La lutte pour interdire les licenciements dans les entreprises rentables qui veulent encore augmenter leur profits est plus nécessaire que jamais.

Pourtant le mot d'ordre "Lutter pour chaque emploi" témoigne avant tout de la position faible et défensive du mouvement ouvrier actuellement. Surtout lorsque ce combat est mené au niveau de l'entreprise, son but tend à devenir conservateur. Surtout quand on s'abstient de toute question concernant le genre d'emploi et l'impact de celui-ci sur le travailleur et sur l'environnement social et naturel. Un exemple extrême qui pousse la question au bout: faut-il se battre pour le maintien de l'emploi dans l'industrie de l'armement? Beaucoup de socialistes pensent que la réponse doit être positive. Par

cette attitude, ils attachent le mouvement ouvrier au capitalisme, sa structure de société et le genre d'emploi qu'il crée. En outre le mouvement ouvrier s'enlise dans des contradictions avec d'autres revendications écologiques et sociales.

Pour les socialistes, il s'agit d'une question cruciale, mais très difficile. Comment construire un sujet politique sur base des nombreuses formes de lutte qui existent aujourd'hui, mais qui peuvent se heurter si elles en restent à un niveau primaire ou corporatiste? Quel projet de société doit être avancé et comment doit-il se situer par rapport à la structure capitaliste actuelle? Le socialisme ne se réalisera pas "simplement" en renversant les rapports de propriété et en plaçant les moyens de production sous contrôle ouvrier. Celui qui s'arrêterait là devrait vivre dans la structure de société que le capitalisme transmet. La lutte pour le socialisme demande davantage de créativité. Comment créer quelque chose de tout nouveau? Comment peut-on déjà aujourd'hui, à travers les luttes, se détacher de la structure capitaliste, qui devient de plus en plus un frein pour

le projet écosocialiste au lieu de créer les conditions nécessaires à celui-ci? De plus en plus souvent "la lutte pour chaque emploi" n'est pas nécessairement un pas en direction du socialisme.

Le problème est souvent très grave quand le maintien de l'emploi est lié à des concessions importantes au niveau des conditions de travail ou du coût écologique. Cela devient tout à fait régressif quand certains plaident pour l'austérité salariale parce que les salaires élevés poussent le capitalisme à l'automatisation, ce qui créera plus de chômage. Ce n'est pas uniquement un argument qui coûtera cher au niveau salarial. Quand les salaires sont bloqués pour freiner l'automatisation, on fait faire à des travailleurs un travail qui peut être fait par une machine.

Il vaut mieux automatiser à condition qu'il n'y a pas de surcoût écologique et que le temps de travail libéré soit partagé entre les travailleurs par la réduction et le partage du temps de travail. Le combat pour travailler moins et autrement nous rapproche déjà un peu d'une logique socialiste. Tant que la bureaucratie social-

démocrate maintiendra le mouvement ouvrier à un niveau corporatiste, que les luttes seront défensives et limitées aux revendications économiques immédiates au niveau de l'entreprise ou du secteur, nous ne sortirons pas de l'impasse. Pire: l'idée que les syndicats sont des corps conservateurs s'en trouve confirmée. Voilà pourquoi des néolibéraux peuvent facilement se faire passer pour des réformateurs modernes et pour des critiques acerbes de l'inertie des pouvoirs en place.

L'offensive

Que faut-il faire alors? Nous ne pouvons jamais gagner une lutte parcellisée et purement défensive pour le maintien des acquis contre la libido réformatrice du bloc historique des patrons et des rentiers. Sur cette base, il est d'ailleurs impossible que "l'étincelle" passe d'une entreprise à l'autre, et du mouvement ouvrier vers les mouvement écologique, féministe, alter mondialiste ou autre. Cette étincelle pourrait déclencher un mouvement qui échapperait à l'emprise des bureaucrates: leur cauchemar!

Face au recul social organisé par l'offensive néolibérale et pour dépasser le caractère primaire et corporatiste des luttes ouvrières, il faut poser d'emblée la question de la civilisation elle-même. Comment le mouvement ouvrier peut-il incarner une sorte de progrès, comment peut-il être le moteur de la démocratisation de la société, l'épicentre d'un nouveau sujet politique qui regroupe les revendications des mouvements sociaux en son sein? Les premiers pas pour dépasser le niveau corporatiste ne se trouvent pas très loin. Souvent, il s'agit de recettes qui ont prouvé leur utilité mais qui ont été disqualifiées par l'offensive néolibérale. Quelle sorte d'offensive les syndicats auraient-ils pu mener à l'occasion de la crise de DHL?

D'abord, ils auraient dû reconnaître que les conséquences des activités de DHL sont effectivement néfastes et que la lutte pour ces emplois était effectivement porteuse d'une réelle

contradiction entre l'emploi et l'écologie. Très souvent, cette réalité était minimalisée ou les "bourgeois de la périphérie" étaient ridiculisés. Il aurait fallu déplacer le terrain de lutte: au lieu d'un duel entre les partisans de l'emploi d'un côté et ceux du droit au sommeil qui critiquaient surtout les autorités de l'autre, il était possible d'ouvrir un front commun contre DHL et Cie par une campagne européenne pour un bannissement européen des vols de nuit. DHL aurait moins d'arguments face à une campagne qui défendrait le "bien commun". Les entreprises de courriers express, qui volent la nuit finiraient par être obligées de réorganiser leurs activités en gardant les travailleurs mais en sabordant leurs plages horaires.

Ensuite, les syndicats auraient pu placer les autorités devant leurs responsabilités. Le message était: "Gouvernement, maintiens l'emploi à Zaventem par des investissements lourds dans l'aéroport et par l'isolation des habitations avoisinantes!" La facture est très lourde et ne peut être récupérée par une augmentation conséquente des revenus d'impôts.

D'une part, il y a les frais des expropriation et de l'assainissement des terrains voisins de l'aéroport, la pose de nouvelles routes et de voies, une piste d'atterrissage supplémentaire et des investissements pour BIAC. Ensuite, le coût d'un programme d'isolation acoustique des maisons avoisinantes est assourdissant. Schiphol au Pays-Bas doit isoler acoustiquement 14 000 habitations. La facture s'est déjà élevée à 400 milliard d'euros, et le chantier n'est qu'à la moitié. En Belgique, les vols de nuits ont été étalés sur une grande région avec de nombreuses habitations: le coût serait nettement plus élevé encore! Il faudra alors faire face aux frais de santé qui augmentent suite aux vols de nuits, car une maison n'est jamais parfaitement isolée. La facture pèsera vite deux milliards d'euros pour maintenir 1 800 emplois, plus éventuellement 1 300 emplois nouveaux dans le scénario

de l'extension.

Nota bene: Deutsche Post a acheté DHL en 2003 pour 2,3 milliard d'euros (1). En plus, il faut savoir que DHL est une entreprise très habile à échapper au fisc: via des procédures compliquées, DHL réussit à transférer des capitaux vers des paradis fiscaux off-shore tels que les Antilles néerlandaises, Bermuda ou les Caïmans! Le syndicat peut facilement arguer que les autorités ne doivent pas investir pour créer les conditions dans lesquelles DHL peut faire un maximum de profits. Mais l'Etat belge peut prendre lui-même une initiative industrielle. Les investissements des pouvoirs publics ne font que diminuer. Dans les années '70 les investissements des pouvoirs publics belges s'élevaient à 4,1 % du PNB contre 1,6% actuellement. Dans l'UE le taux d'investissements publics était de 3,9% dans les années '70 contre 2,6 % aujourd'hui. Pourtant il faut d'urgence une initiative publique pour créer de nouvelles habitations sociales et écologiques, pour créer des emplois nouveaux dans le secteur des soins, pour l'extension des transports en commun, par exemple le RER bruxellois dont le budget a été diminué pour 2005.

Au final, l'exigence de diminution et de partage du temps de travail reste d'actualité. Si nous calculons l'emploi en équivalents temps pleins au lieu de compter simplement le nombre de travailleurs, il faut bien constater qu'entre 1973 et 2002 l'emploi a diminué (2)! En 1973 nous comptons 2 975 000 équivalents temps pleins, en 2002 il n'en restait que 2 935 000. C'est une diminution d'un pour cent. L'austérité et les diminutions des cotisations patronales que nous subissons depuis de longues décennies n'ont donc créé aucun emploi. L'exigence des 32 heures par semaine reste le moyen par excellence pour partager le travail et offrir un accès à l'emploi pour chacun/e. ■

(1) Knack 27 /10/2004 / (2) Over.werk avril 2003.

Il y a de plus en plus de chances pour que, le 19 mars, Bruxelles soit la scène d'une importante mobilisation internationale pour une autre Europe. L'occasion concrète sera donnée par le sommet européen de printemps qui se tiendra quelques jours plus tard afin d'évaluer les Objectifs de Lisbonne de l'UE. De nombreuses initiatives de mobilisations, encore divergentes, vont très certainement converger pour faire du 19 mars une date à ne pas manquer. PAR DAVID DESSERS

Vers une mobilisation européenne le 19 mars

Au sommet européen de Lisbonne en 2000, le Conseil de l'Europe a élaboré toute une stratégie afin de faire de l'Union, d'ici 2010, "l'économie de la connaissance la plus concurrentielle et dynamique du monde". Concrètement, cette stratégie de Lisbonne pousse, entre autres, les Etats membres à augmenter leur "taux d'activité", ce qui se traduit chez nous par les mesures dites "d'activation" des chômeurs - qui ne sont en réalité que des machines à exclure des droits aux allocations de chômage comme le démontre l'application du Plan Vandenbroucke - ou par la volonté de faire travailler les gens plus longtemps.

A l'échelle européenne, les Etats membres repoussent de 5 ans en moyenne l'âge de la retraite. Cette stratégie implique également la mise en place de toutes sortes de mesures destinées à rogner sur les dépenses sociales et les allocations de chômage. Les libéralisations futures dans le secteur des services de toute l'Europe (directive Bolkestein, etc.) trouvent également leur cadre dans ces Objectifs de Lisbonne.

Ces derniers ne sont en définitive rien d'autre qu'un coup d'accélérateur à la politique néolibérale de l'UE. L'approche générale est toujours la même: pour atteindre l'objectif affiché d'une économie compétitive, pour créer la croissance et (toujours selon eux) des emplois, la concurrence doit être entièrement libre. Les "obstacles" constitués par les droits sociaux par exemple doivent tomber au champ d'honneur au nom de la prospérité

de la patrie européenne. De Lisbonne, en route vers l'Amérique... et c'est comme le Titanic, il n'y a pas de canots de sauvetage pour les troisièmes classes.

Bien entendu, officiellement, ces Objectifs de Lisbonne ont aussi pour but déclaré de créer la "cohésion sociale" en Europe et de "péreniser nos systèmes de protection sociale à long terme". Mais comme tout est totalement subordonné aux dogmes néo-libéraux, cherchez la cohérence puisque ces dogmes imposent justement de s'attaquer aux systèmes de protection actuels.

Mieux et plus vite

Le sommet de printemps du Conseil européen qui se tiendra les 21 et 22 mars à Bruxelles a pour but, entre autres, d'évaluer à mi-chemin cette stratégie de Lisbonne. Le jugement du Conseil européen apparaîtra certainement comme "nuancé". En effet, dans la plupart des Etats membres, les divers gouvernements prennent des mesures drastiques dans le domaine des salaires, des retraites, des allocations, etc.. Cette politique anti-sociale est bien entendu accueillie avec satisfaction par le Conseil. Dans le domaine des libéralisations également, les affaires avancent. La Belgique n'est pas vraiment mauvais élève en la matière: la poste, la SNCB, le secteur de l'énergie etc.

Et pourtant. Tout pourrait aller encore mieux et plus rapidement, c'est ce que va certainement conclure le sommet de printemps. Les travailleurs restent trop longtemps inactifs, l'arrivée à l'âge de retraite se rapproche

à vitesse lumière tandis que le taux d'activité général progresse en boitant bien loin derrière. Il faudra donc faire encore des "efforts", c'est-à-dire accélérer les attaques contre les acquis sociaux du mouvement ouvrier. CQFD.

Unité dans la diversité

Les organisations de jeunesse des deux syndicats belges (CSC et FGVB) ont projeté il y a déjà quelques mois d'organiser le samedi 19 mars 2005 une nouvelle "Marche de jeunes pour l'emploi, l'égalité et l'enseignement gratuit" (voir www.jongerenmars.be et www.marchedesjeunes.be). Entre temps, l'Assemblée des mouvements sociaux réunie dans le cadre du Forum social européen de Londres d'octobre 2004 a fait un appel fort pour une mobilisation européenne à Bruxelles contre la politique néolibérale de l'UE et pour une Europe sociale, avec des normes sociales égalisées vers le haut et de puissants services publics européens. La Confédération européenne des syndicats (CES) réfléchit également pour sa part aux actions à mener lors du sommet de printemps de l'Union européenne. Enfin le week-end du 19 mars sera également le deuxième anniversaire du déclenchement de la guerre et de l'occupation impérialiste de l'Irak. Un appel international a ainsi été lancé par le mouvement antiguerre des Etats-Unis afin de mener partout dans le monde des actions de rue du 19 au 20 mars, contre la guerre et l'occupation de l'Irak et de la Palestine.

Avec un tel éventail d'appels et d'actions déjà projetées ou en vue, il

serait pour le moins ridicule de disperser les efforts et de séparer les actions. Il faut au contraire articuler et faire converger ces luttes - tout en préservant leurs spécificités - afin que la mobilisation européenne du samedi 19 mars à Bruxelles soit une mobilisation de masse unitaire des mouvements syndicaux, alterglobalistes, de jeunesse et des mouvements anti-guerre de toute l'Europe.

Puzzle

Au moment où nous rédigeons cet article, les choses sont encore en cours de décantation. Il n'est déjà pas évident d'organiser une mobilisation unitaire en Belgique, alors imaginez le scénario à l'échelle européenne... Les pièces du puzzle sont encore dispersées sur la table et la principale difficulté est de créer un cadre de coordination commun satisfaisant pour tous et toutes. Les organisations de jeunesse des deux syndicats craignent ainsi - et c'est compréhensible - que leur action et leurs revendications spécifiques risquent d'être noyées par une mobilisation européenne plus large. Pour répondre à ce souci réel, plusieurs solutions pratiques sont parfaitement imaginables et possibles; par exemple des points de départ initiaux et des itinéraires séparés pour la marche des jeunes, les syndicats, le mouvement anti-guerre et alter-globaliste et qui convergeraient toutes par la suite. Quant aux thèmes, ils correspondent et s'articulent parfaitement en tous les cas.

Les 18 et 19 décembre, à Paris, se tiendra une réunion d'évaluation du Forum social européen de Londres et à propos des perspectives qui s'en sont dégagés. Sur base de cette rencontre des balises importantes pour le 19 mars vont être posées pour la mobilisation en Europe. D'ici-là, les choses devraient également avancer en Belgique et la CES aura pris sa décision. Avant la fin de l'année donc, on saura si, oui ou non, plus de trois ans après le D14 de décembre 2001, Bruxelles sera de nouveau pendant une journée la capitale des résistances et des luttes pour une autre Europe. ■

Etats-Unis:

Rien ne se perd, tout se transforme...

Les Etats-Unis sont sans nul doute l'une des sociétés capitaliste les plus inégalitaires du monde. Cette réalité n'est évidemment pas nouvelle, l'Administration réactionnaire de Bush n'a fait qu'accélérer le creusement de ces inégalités dans une société où l'exploitation de classe atteint des niveaux chimiquement purs. Si, à la fin des années '70, un patron gagnait en moyenne trente fois plus que ses salariés, aujourd'hui, c'est trois cent fois plus. Entre 1982 et 2003, la fortune des dix étatsuniens les plus riches a été multipliée par sept tandis que les 20% les plus pauvres ne se partagent que 3,4% de la richesse nationale. La " croissance " actuelle de l'économie (2,8% d'augmentation du PIB en 2003) n'est qu'une croissance pour les profits des capitalistes, elle ne fait que concentrer encore plus les richesses produites entre les mains d'une infime minorité. Pour les travailleurs, par contre, le phénomène des " working poors " ne fait que s'étendre, les salaires sont bloqués tandis que les coûts de la vie augmentent dans une société où l'on pratique le culte de l'hyper-consommation. D'après les chiffres officiels, entre 2000 et 2003, le nombre de pauvres est ainsi passé de 32 à 45 millions d'étatsuniens (15,6% de la population) ne disposent pratiquement d'aucune couverture sociale et médicale.



Parallèlement à cette évolution de la pauvreté, les dépenses militaires n'ont fait que croître de manière obscène : en 2005, si l'on additionne le budget du Pentagone (420 milliards de dollars), les dépenses additionnelles de la guerre et de l'occupation en Irak et en Afghanistan (ces deux " postes " n'étant pas budgétisés), soit plus 70 milliards, et enfin le budget de la Sécurité nationale (32 milliards de dollars), on atteint le chiffre stratosphérique de 524 milliards de dollars.

Mais que l'on ne s'y trompe pas. Ces dépenses sont parfaitement nécessaires et utiles. Car dans cette énorme machine à fabriquer des pauvres, " rien ne se perd, tout se transforme " : le militarisme permet de recycler ces mêmes pauvres en chair à canon. Sans revenus, sans soins et souvent sans toit, des milliers d'entre eux n'ont d'autre choix que de signer un engagement " volontaire " qui permet à l'armée US de surmonter la grave crise d'effectifs qu'elle traverse tout en évitant un retour à la conscription. Les 140.000 GI's en Irak sont ainsi jugés insuffisants pour maintenir l'ordre impérial, d'autant que les pertes sont lourdes (1.200 morts et 14.000 blessés) ; sans oublier la nécessité de maintenir plusieurs dizaines de milliers d'autres soldats dans les bases européennes, au Japon, en Corée du Sud et en Amérique latine. Le concept marxiste " d'armée de réserve du capital " - pour définir la création d'une masse de manoeuvre de producteurs dans laquelle les capitalistes peuvent puiser en fonction des niveaux de production tout en faisant pression vers le bas sur les salaires et les conditions de travail - n'a jamais été aussi précis par rapport à sa terminologie militaire. ■

A.R

La décroissance

Quel développement?

Stéphane Heinrich:
"La décroissance durable peut faire partie des bases d'une autre société possible et souhaitable"

Face aux désastres écologiques et sociaux que l'industrialisation engendre au Nord comme au Sud, des débats surgissent, notamment au sein de la mouvance altermondialiste, autour de la notion de "décroissance soutenable". Si certain/es y voient une façon pertinente de rejeter la logique de la croissance économique, d'autres y décèlent un refus de toute idée de développement. La gauche confronte ces deux positions à travers les mots de Stéphane Heinrich, d'Attac France, et de Stéphanie Treillet, économiste du développement et membre du conseil scientifique d'Attac France.

Stéphane Heinrich:

La notion de décroissance soutenable part de constats objectifs: il ne peut pas y avoir de croissance infinie sur une planète finie. Comme le soulignait déjà le Club de Rome il y a un peu moins de 50 ans; 20% des habitants de la planète consomment 80% des ressources, dont certaines non renouvelables; si tous les habitants de la planète avaient le mode de vie d'un Européen, il faudrait plusieurs planètes pour absorber l'empreinte écologique globale, et encore plus si l'on s'aligne sur le mode de vie d'un américain; depuis 50 ans, les inégalités ont augmenté, malgré une croissance soutenue. La croissance telle qu'elle existe, et est encouragée dans les pays occidentaux est donc insoutenable.

Par ailleurs, la croissance a été ignorée pendant des siècles, il s'agit d'une notion très récente (XVIIIème-XIXème siècle). Et à quoi sert la croissance si elle ne rend pas heureux? (lu dans le *Financial Times*, bible du libéralisme économique et de la mondialisation financière) A quoi sert-elle tout court? Y a-t-il une obligation de croissance?

Le terme de décroissance soutenable, utilisé à l'origine par Nicholas Georgescu-Roegen, s'oppose en premier lieu à la croissance économique telle qu'elle est définie, c'est-à-dire l'augmentation du PIB, qui mesure aussi bien les vivants que les morts, aussi bien l'économie que l'anti-économie: la tempête de fin 1999 a par exemple contribué à une hausse de 1,2% de la croissance.

Mais la décroissance soutenable s'inscrit surtout en opposition à la notion plus que galvaudée de "développement durable", qui ne veut strictement rien dire, le développement étant souvent synonyme de croissance dans le jargon économique. Mais pas toujours, comme l'a précisé Jean-Marie Harribey, dans l'assistance, distinguant l'aspect plus qualitatif du développement, par rapport au mode de calcul très quantitatif de la croissance.

Autre constat, les notions d'entropie en économie ou de bio-économie n'ont jamais été abordées par les théories économiques classiques, néo-classiques, libérales, marxistes... tandis qu'elles sont évoquées à présent, notamment dans le développement. Mais le développement n'est-il pas la dernière notion en date pour que le capitalisme fasse ses choux gras? Ou simplement le moyen d'atteindre la croissance? Et si le développement durable, c'est avoir trois estomacs pour pouvoir manger trois fois plus, quel intérêt?

Concrètement, la décroissance soutenable serait atteinte par une modération de notre mode de vie, par une réflexion sur les besoins de base et par l'arrêt d'une surconsommation absurde et destructrice, par une simplicité volontaire... Evidemment, cela vaut pour les pays occidentaux qui ont atteint un niveau de développement qui permet plus que largement de satisfaire les besoins vitaux de sa population, sachant que des poches de pauvreté

existent - et s'accroissent - en leur sein. Au contraire, les pays où la population ne mange pas à sa faim, où l'accès à l'eau est un privilège rare, où l'électricité est un lointain rêve... ne vont et ne peuvent pas envisager une baisse de leur niveau de vie. Il s'agirait donc d'envisager des croissances/décroissances différenciées entre l'état d'avancement des pays.

S'il fallait résumer schématiquement ce que la décroissance soutenable propose, cela pourrait donner, de manière provocatrice: "Demain, on double les impôts et on partage le reste", ou "Demain, vous aurez moins, et vous le partagerez". Par ailleurs, les notions de Revenu Universel, ou de désobéissance civile du travail (sur le mode objecteur de conscience) peuvent rentrer dans le cadre d'une réflexion sur les moyens d'établir une décroissance durable.

La décroissance durable peut faire partie des bases d'une autre société possible et souhaitable, où l'on distingue l'essentiel du superflu, où les rapports ne sont pas ceux de commerçants à CONSommateurs, où les valeurs suprêmes sont la croissance économique, le travail coûte que coûte, compétitivité, la satisfaction des actionnaires au détriment de critères sociaux ou environnemen-



Stéphanie Treillet: "Le rejet du productivisme passe-t-il par une discipline individuelle ou par une lutte contre le capitalisme ?"

taux. Ce qui ne signifie pas revenir à l'éclairage à la bougie, mais démythifier ces valeurs reines. Mais tout en étant conscient de nos propres contradictions. A commencer par notre comportement sur ce rassemblement au Larzac, où beaucoup sont venus en voiture personnelle, avec leur téléphone portable, et où l'on passe devant certains stands très mercantiles. Le monde n'est pas une marchandise... ■

Extraits d'un article paru en août 2003 sur

www.monde-solidaire.org

Stéphanie Treillet:

La "décroissance soutenable" est une idée à la mode depuis quelque temps. A première vue, elle peut paraître séduisante. Elle témoigne aussi d'une prise de conscience générale dont se fait l'écho la notion de "développement durable". Celui-ci est défini pour la première fois à l'occasion de la conférence des Nations unies à Rio, en 1992, comme un développement visant au recul de la pauvreté tout en préservant les écosystèmes et en garantissant la justice sociale à l'égard des générations actuelles mais aussi futures.

Là où les choses se compliquent, au-delà même de la récupération dont ce terme fait aujourd'hui l'objet de la part des gouvernements et des multinationales, c'est que nombreux sont

ceux parmi les tenants de la "décroissance soutenable" qui critiquent violemment l'idée d'un développement, même durable. Il n'existerait ainsi aucune différence entre développement et croissance, une seule forme de croissance étant possible, la croissance capitaliste. Pour comprendre il faut revenir un peu en arrière.

Leurs analyses renvoient à un courant de pensée qui a longtemps défendu le "refus du développement". Voici leurs arguments. Les tentatives de développement des pays du tiers monde depuis cinquante ans n'ont été que la poursuite, par d'autres moyens, de leur colonisation par l'Occident. Il n'existe pas d'autre développement possible que ce qui a déjà été fait. Toute idée de progrès social serait totalement étrangère aux cultures "non occidentales" et ne serait qu'une vision ethnocentriste imposée par les anciens colonisateurs.

Poussant plus loin, I. Illich parle de l'"emprisonnement dans les hôpitaux ou dans les salles de classe", stigmatise la manipulation des besoins humains par les "vendeurs d'écoles et de Coca-Cola" et dénonce la scolarisation obligatoire, vue comme un asservissement et un "endoctrinement".

Les droits universels conquis par les luttes dans l'histoire humaine ne sont donc vus que comme des "mythes occidentaux". Le droit à la santé, à l'éducation, les droits des femmes et tout simplement l'aspiration à mieux vivre, par le progrès matériel certes, mais aussi par l'affranchissement des subordinations traditionnelles (familiales, religieuses) ne sont pas censés concerner les "autres cultures", bizarrement toutes mises dans le même sac parce que "non occidentales": des cultures qui auraient en commun de ne pas attacher d'importance à la richesse matérielle, de préserver la nature, de subordonner l'individu au groupe et de respecter

une hiérarchie préétablie et immuable entre les individus. Or, qui dit que ces cultures idéalisées ne sont pas traversées, elles aussi, par des conflits sociaux, par des relations d'oppression? Qui dit que dans une société, même très structurée, tous les groupes sociaux ont la même représentation du monde, les mêmes aspirations? Qui dit que ces sociétés n'ont pas d'histoire? Qu'elles n'évoluent pas, à la fois par le contact avec d'autres et par les luttes de leurs groupes dominés? On n'est pas loin d'une nostalgie du "bon vieux temps".

En 1994, après le soulèvement zapatiste au Chiapas, des femmes des différentes communautés se sont réunies et ont élaboré la "Loi révolutionnaire des femmes". Elles ont écrit: "Ce qui nous plaît dans nos traditions, et ce que nous refusons", revendiquant pour leurs villages des routes, l'électricité, l'adduction d'eau... Le Forum social mondial de Bombay a mis en lumière l'ampleur de la révolte de millions d'Indiennes et d'Indiens face au système des castes. Partout dans le monde, des opprimées et des opprimés luttent contre les ravages de la mondialisation capitaliste et contre les valeurs et structures réactionnaires de leurs propres sociétés. Ces deux combats sont indissociables.

Pour le courant du "refus du développement" qui prône aujourd'hui la "décroissance soutenable", ce sont les salariés du Nord qui sont responsables de la pauvreté des peuples du Sud, par leur égoïsme et leur attachement aux consommations superflues. Exit le rôle des multinationales qui exploitent les uns et surexploitent les autres en les mettant tous en concurrence.

L'enjeu est ailleurs. La remise en cause du productivisme passe-t-elle par une discipline individuelle ou par une lutte contre le capitalisme? ■

Extraits d'un article paru dans *Rouge*, n°2052, février 2004 (www.lcr-rouge.org)

Les grands médias parlent comme si Fallujah n'était peuplé que "d'insurgés" étrangers. En réalité, des femmes et des enfants sont massacrés en notre nom. L'essai d'Edward S. Herman, *The Banality of Evil* (la banalité du mal), n'a jamais été plus à propos. "La "banalisation" permet de faire des choses horribles d'une manière organisée et systématique" écrivait Herman. "Il y a habituellement une division du travail dans l'exécution et la rationalisation de l'impensable, les brutalités et les assassinats directs sont effectués par un groupe de personnes... tandis que d'autres améliorent la technologie. Le travail des experts, et des grands médias, est de banaliser l'impensable pour le grand public". PAR JOHN PILGER*

L'impensable devient BANAL

Le 6 novembre, un journaliste de la BBC à Bagdad a qualifié l'attaque imminente contre Fallujah de "très dangereuse" pour les étatsuniens. Lorsqu'on lui posa des questions sur les civils, il répondit, d'une voix rassurante, que les marines étaient "en train circuler avec des hauts parleurs" en enjoignant aux gens de partir. Il oublia de préciser que des dizaines de milliers de personnes seraient encore présentes dans la ville. Il mentionna au

Britannique, les Américains considèrent les Irakiens comme des *Untermenschen*, un terme employé par Hitler dans *Mein Kampf* pour décrire les Juifs, les Gitans, les Slaves comme des sous-hommes. Pour banaliser les crimes coloniaux, comme l'attaque contre Fallujah, un tel racisme est indispensable pour intégrer "l'autre" dans notre imaginaire. L'idée principale dans les médias est que les "insurgés" sont dirigés par de sinistres

Dans une lettre envoyée le 14 octobre à Kofi Annan, le conseil de la *Shura* de Fallujah, qui administre la ville, dit: "A Fallujah, [les américains] ont créé une nouvelle cible vague: Al-Zarkaoui. C'est un nouveau prétexte pour justifier leurs crimes, le meurtre et le bombardement quotidien de civils. Presque une année s'est écoulée depuis qu'ils ont créé ce prétexte, et, à chaque fois qu'ils détruisent des maisons, des mosquées, des restaurants, et qu'ils tuent des enfants et des femmes, ils déclarent: "Nous avons lancé une opération décisive contre Al-Zarkaoui"... Le peuple de Fallujah vous assure que cette personne, si jamais elle existe, n'est pas à Fallujah et n'est probablement nulle part en Irak.... Nous n'avons de liens avec aucun groupe commettant des actes aussi inhumains... Nous faisons appel à vous pour presser les instances des Nations-Unies en Irak à prendre un rôle actif en protégeant les civils et en empêchant le nouveau massacre planifié, par les Américains et le gouvernement fantoche, à Fallujah comme dans de nombreuses parties de notre pays". Pas un mot de tout cela dans les grands médias.



passage "le bombardement très intense" de la ville sans aucune considération pour ceux qui étaient sous les bombes.

Quant aux défenseurs, ces Irakiens qui résistent dans une ville qui avait héroïquement défié Saddam Hussein, ils n'étaient que "des insurgés retranchés dans la ville", comme s'ils étaient un corps étranger, une forme de vie inférieure sur laquelle on s'apprêtait à "tirer la chasse" (*The Guardian*): un travail pour les "dératiseurs", autre terme que le journaliste de la BBC nous a appris et qui était employé par les soldats. Selon un officier supérieur

étrangers qui décapitent les gens: par exemple, par Musab al-Zarqawi, un Jordanien que l'on dit être "l'agent principal" d'Al Qaeda en Irak.

Aucune ironie ne s'exprime devant le fait que les étrangers de loin les plus nombreux en Irak sont les étatsuniens eux-mêmes. Et, selon toutes les sources, ils y sont détestés. Ces indications proviennent d'instituts de sondage apparemment crédibles, dont un institut qui estime que, sur les 2.700 attaques lancées chaque mois par la résistance, six peuvent être attribuées au fameux al-Zarqawi.

"Que faut-il pour les faire sortir de leur silence assourdissant?" demanda l'écrivain Ronan Bennet au mois d'avril, après que les marines, dans un acte de vengeance collective après la mort de quatre mercenaires Américains, tuèrent plus de 600 personnes à Fallujah, un chiffre qui n'a jamais été nié. A l'époque, comme aujourd'hui, ils eurent recours à la puissance de feu redoutable des AC-130, des F-16 et des bombes de 500 livres contres des bidonvilles. Leurs snipers se vantent de tuer n'importe qui, comme à Sarajevo. Bennett faisait allu-

sion à la cohorte d'élus silencieux du Labor et aux ministres lobotomisés. Il aurait pu ajouter tous ces journalistes qui font tout ce qu'ils peuvent pour protéger "notre" camp, qui banalisent l'impensable sans même une allusion à l'évidente immoralité et criminalité. Bien sûr, être choqués par ce que "nous" faisons est dangereux, parce que cela pourrait nous amener à commencer à comprendre pourquoi "nous" sommes là-bas et la douleur que "nous" apportons, non seulement à l'Irak, mais à de nombreux autres peuples du globe. Comparé à notre propre terrorisme, celui d'Al Qaeda est ridicule.

Il n'y a rien de clandestin dans cette manipulation: elle se déroule en plein jour. L'exemple récent le plus frappant se déroula après l'annonce, le 29 octobre, par un journal scientifique prestigieux,

The Lancet, d'une étude qui estimait à 100.000 le nombre d'Irakiens morts depuis l'invasion Anglo-américaine. 84% sont morts par des actions étatsuniennes et Britanniques et 95 % d'entre eux furent tués par des attaques aériennes ou des tirs d'artillerie. Il s'agissait pour la plupart de femmes et d'enfants. Bon nombre de médias ont accueillis cette information avec "scepticisme" ou par le silence.

Par contraste, il n'y a aucune mise en cause de la méthodologie employée par la Tribune Spéciale Irakienne qui annonça la découverte de fosses communes contenant 300.000 victimes de Saddam Hussein. La Tribune Spéciale, un pur produit du régime à Bagdad, est dirigée par des étatsuniens; les scientifiques respectables ne veulent pas entendre parler. Il n'y a pas non plus de

remise en question sur ce que la BBC a qualifié de "premières élections démocratiques en Irak". Il n'y a aucune information sur la façon dont les Américains ont assuré le contrôle du processus électoral avec deux décrets publiés en juin dernier qui autorisent la "commission électorale" à éliminer de fait les partis politiques qui ne plaisent pas à Washington. Le magazine *Time* indique que la CIA achète ses candidats préférés, ce qui est la manière habituelle de l'agence pour arranger les élections dans le monde. Lorsque les élections auront lieu, si elles ont lieu, ils nous abreuveront de clichés sur la noblesse du vote, tandis que des marionnettes étatsuniennes seront choisies "démocratiquement". ■

* John Pilger est professeur à l'université de Cornell (New York). Extraits d'un article paru le 15/11/04 sur le site www.lescommunistes.org

Etats-Unis: Chronique d'un désastre annoncé

Lors de l'élection de 2000, Bush a été battu dans les urnes, et ce alors qu'un authentique candidat de gauche, Ralph Nader, défiait les démocrates et recueillait 2,7 millions de voix. Lors de l'élection de 2004, Nader a pesé pour presque rien... et Bush a gagné dans les urnes. Plutôt que le moindre mal espéré, on a donc eu et le moindre et le mal: voilà le bilan de la lamentable stratégie du "n'importe qui plutôt que Bush". Avec l'appui désolant de toutes les figures de proue de la gauche aux Etats-Unis (Moore, Zinn, Chomsky, etc.), la machine électorale démocrate s'est donc révélée infiniment plus compétente pour écraser Nader que pour devancer ne serait-ce que d'un cheveu un président régulièrement jugé négativement par plus de la moitié des sondés. Ce coup-ci, le score insignifiant de Nader n'y est pour rien: Kerry et ceux qui l'ont suivi sont les seuls responsables de leur propre échec. Celui-ci est d'autant plus accablant que l'on a peine à imaginer des conditions plus favorables pour Kerry: bilan économique et social désastreux des républicains; scandale des mensonges et des tortures en Irak; étouffement brutal de toute concurrence à gauche; ralliement général du monde culturel et

intellectuel; triomphe du film de Moore; sommes engagées dans la campagne supérieure à celles des républicains... Rien n'y a fait, et l'on voit au contraire que les républicains disposent de racines plus profondes dans le pays. Or, la stratégie de Kerry n'a fait que renforcer cet état de fait. À chaque fois que, dans les débats télévisés, Kerry faisait une sortie à la Poutine sur le thème "nous allons frapper les terroristes avant qu'ils nous attaquent", il ne faisait que renforcer les peurs irrationnelles qui constituent le terreau des républicains. À chaque fois qu'il prenait la pose militariste, il ne faisait que légitimer un peu plus la politique impérialiste de Bush. À chaque fois qu'il citait la Bible, exprimait son hostilité au mariage homosexuel ou son malaise personnel face à l'avortement, il donnait du grain à moudre au discours chrétien conservateur sur lequel Bush a construit sa victoire. Il va maintenant falloir digérer l'échec, résister aux tentations cyniques du type "les Américains sont un peuple de cons", et reconstruire rapidement à partir des mouvements sociaux. Face au conservatisme chrétien triomphant, il va falloir réenraciner en profondeur les idées progressistes, en commençant simplement

par les faire entendre. Un con de redneck est manifestement condamné à le rester si, lors des débats télévisés, il n'entend que deux candidats se présentant chacun comme le meilleur chef de guerre disponible. De ce point de vue, si les progressistes avaient dépensé leur énergie à soutenir Nader au lieu d'essayer de le faire taire, la gauche serait aujourd'hui certainement en meilleure position. Elle le serait aussi si les mouvements sociaux actifs en début d'année (antiguerre, pro-gay, proavortement) avaient continué à se faire entendre au lieu d'espérer en vain que Kerry veuille bien parler pour eux, ou si les syndicats avaient utilisé leur argent pour financer des grèves plutôt que la campagne électorale du milliardaire. Finalement, la campagne de Nader aura été extrêmement précieuse en ce qu'elle aura posé les bases de la reconstruction, permettant ainsi peut-être de surmonter plus rapidement la gueule de bois de la gauche étatsunienne. Car les échos sanglants des bombardements de Fallouja indiquent déjà qu'il y a urgence. La résistance est à l'ordre du jour, ici et là-bas. ■

Luc Marchauciel, correspondant à San Francisco de *Rouge*, le 12/11/2004.

La mort d'Abou Ammar est considérée par la presse israélienne et étatsunienne comme "Une chance pour la paix". "Arafat, un obstacle pour la paix", les sionistes l'ont répété à maintes reprises et Bush a volontairement repris ce mensonge. Arafat était certes un obstacle pour la paix des cimetières, une sorte de paix avec des Palestiniens réduits au statut d'Indiens dans leurs réserves, mais il n'était certainement pas un obstacle pour "la paix des braves", comme il aimait à dire. Pour remettre les pendules à l'heure, voici les moments les plus importants dans la vie d'un combattant remarquable. PAR CHRIS DEN HOND

Le Raïs est mort Vive le Raïs

Militant, dirigeant militaire, homme politique, l'homme au keffieh, a plus que quiconque éveillé le monde à la cause palestinienne. Isolé dans la Moukhata à la fin de sa vie, il n'a jamais renoncé à sa mission: la création d'un Etat palestinien indépendant avec Al Quds (Jérusalem) comme capitale. Eternel survivant, il est sorti indemne de nombreux accidents de la route, d'un accident d'avion en Libye et il a déjoué des dizaines de tentatives d'assassinat, notamment de Sharon et Barak.

Un combattant

Très jeune, dans les années '40, il participe à des actions anti-israéliennes. Arrêté à plusieurs reprises pour les activités politiques qu'il mène en Egypte, il doit quitter le pays et part pour le Koweït où il fonde le Fatah en 1959. En 1964, le Fatah mène ses premières actions armées contre Israël. C'était mal vu, à l'époque où les nassériens et la gauche radicale considèrent que la libération de la nation arabe entière passe avant celle de la Palestine. C'est Arafat et le Fatah qui ont initié la lutte armée pour la libération de la Palestine, ce fut donc lui - et pas George Habach ou Hawatmeh - qui a été élu président de sa nation. Ca lui a valu pas mal d'insultes de la part des nassériens et des staliniens; "aventurier", "petit bourgeois nationaliste" ou même "régionaliste". Le Fatah sera néanmoins le noyau de la résistance, la première organisation politique palestinienne et la principale composante de l'OLP qui regroupe alors tous les groupes de la guérilla palestinienne. Abou Ammar, son nom

de guerre, est un dirigeant militaire courageux qui se trouve très souvent parmi ses combattants lors de combats acharnés (Karameh, Amman, Beyrouth, Ramallah). Aux yeux d'Arafat, la lutte doit avant tout être prise en charge par les Palestiniens eux-mêmes plutôt que par les régimes arabes.

Quand ces régimes arabes se font



humilier par Israël lors de la guerre de Six Jours en 1967, la résistance palestinienne entre dans la légende avec la bataille de Karameh où elles montrent au monde entier que l'armée sioniste n'est pas invincible. Arafat se trouve parmi ses guérilleros et échappe à nouveau de justesse à la mort. Le but d'Israël est alors de chasser la direction palestinienne des pays limitrophes d'Israël car les intrusions des Fedayins en Israël sont quotidiennes. En 1970, le roi Hussein de Jordanie chasse les organisations

palestiniennes après des tueries qui ont coûté la vie à plus de 4.000 combattants⁽¹⁾.

Après Amman, Arafat et ses Fedayins devront quitter Beyrouth et un an plus tard Tripoli au Liban pour se réfugier à Tunis. Si la direction palestinienne s'est éloignée de sa patrie, Israël n'a pas pour autant annihilé la conscience nationale palestinienne. En 1986, l'éruption de la révolte des pierres (l'Intifada) surprend tout le monde. Arafat fait le maximum, non sans manipulation et une dépense considérable d'argent, pour faire en sorte qu'il soit considéré comme le chef du soulèvement.

Oslo

En 1990-91, la guerre du golfe change néanmoins la donne. Si, au cours des années de lutte, Arafat et l'OLP ont obtenu une reconnaissance internationale, son ralliement au camp de Saddam Hussein lui fait perdre beaucoup de crédit, même s'il n'était pas un allié inconditionnel de Saddam. C'est donc dans un rapport de force extrêmement défavorable qu'il signe les accords d'Oslo en 1993. Erreur ou pas? Il est difficile de signer de bons accords de paix dans un très mauvais rapport de forces politique. Et Arafat n'était pas dupe. Quand les accords sont entrés en vigueur et que les soldats israéliens étaient toujours en poste au pont Allenby à la frontière jordanienne, Arafat téléphone à Rabin et lui demande: "Vous n'allez quand même pas rester là?" Rabin lui répond: "Vous ne croyez quand même pas que nous allons vous laisser le con-

trôle des frontières?" Arafat s'écroule littéralement et comprend dès ce moment-là que les Israéliens ne veulent pas la paix.

La suite est une dramatique confirmation de la non application des accords d'Oslo par Israël. Et cela mène directement à la deuxième Intifada. La propagande sioniste, reprise par la grande presse occidentale, fait croire que c'est au contraire Arafat qui refuse "les offres généreuses de Barak" lors du sommet de camp David. Alors que Barak propose notamment "généreusement" de construire une synagogue sur l'esplanade des mosquées (Mont du Temple pour les Juifs), Arafat répond à Clinton: "Je ne vendrai pas Jérusalem et je n'entrerai pas dans l'histoire sous les traits d'un traître".

Yasser Arafat, malgré des décisions inacceptables comme l'emprisonnement de militants palestiniens du Hamas ou des farces de procès comme celui contre le commando du FPLP qui avait tué le ministre fasciste Zeevi, a quand même fait le maximum pour éviter la guerre civile inter-palestinienne. C'est avant tout pour cela qu'il était devenu persona non grata aux yeux de l'administration US.

Son héritier? La rue palestinienne n'acceptera pas des figures trop modérées et favorisées par Israël ou les Etats-Unis comme Mazen, Qorei ou Dahlan. Il n'y a qu'une seule personne qui incarne la continuité du côté militant d'Abou Ammar, une personne qui a déjà fait preuve de combativité et de détermination: Marwan Barghouti. ■

A lire: Abou Daoud, *Palestine, de Jérusalem à Munich* (Ed. Anne Carrière). / Amnon Kapeliouk, *Arafat, l'irréductible* (Ed. Fayard).

(1) Peu après, un commando palestinien enlève des athlètes israéliens pendant les jeux olympiques à Munich. Les Palestiniens voulaient par cet acte attirer les yeux du monde sur leur lutte pour le droit à l'existence; ils n'ont jamais eu l'intention de tuer leurs otages. Mais au moment où la Ligue Arabe négocie la libération des athlètes, Golda Meir (Premier ministre israélienne) donne l'ordre à Moshe Dayan (ministre de la défense), travailistes tous deux, d'empêcher coûte que coûte une solution négociée. Les otages et le commando palestinien sont assassinés. "Les Palestiniens ont tué les athlètes israéliens" nous dit-on depuis. Mais les résultats de l'autopsie n'ont jamais été transmis aux familles.

Union Européenne - Israël : Attention au "bon voisinage"

Les militant/es de la cause palestinienne au Forum social à Londres ont tiré le signal d'alarme: il faut sortir de l'ombre "la politique de voisinage" de l'UE mise en place dans les hautes sphères au pouvoir (Commission, ...). Cette politique, comme les vampires, risque de ne pas supporter la lumière et elle nous concerne d'autant plus que les impérialistes avancent leurs pions sur l'échiquier du "Grand - Moyen-Orient".

En bref il y a deux choses dans cette politique: l'emballage et le contenu. L'emballage est doré ("valeurs partagées", "aire de prospérité" etc). Le contenu est une pilule amère à avaler. Côté contenu, le "voisinage" est un ensemble complexe d'instruments politiques et financiers visant à renforcer qualitativement et quantitativement "les liens" entre l'UE élargie et ses pays voisins extérieurs, à l'Est et au Sud. Quels liens? On l'a deviné: les liens néolibéraux et tout ce que signifie une zone de libre-échange au niveau culturel, commercial mais aussi "sécuritaire". Cela

recouvre bien plus de choses que l'Accord d'association UE-Israël: "l'UE leur ouvre la perspective d'être parties prenantes de son marché intérieur et



d'une intégration économique accrue" (une pré-adhésion). Le fric est déjà prévu évidemment !

Côté emballage, il y a les "valeurs partagées" etc. Mais quelles valeurs l'UE veut-elle partager avec Israël: L'occupation? La colonisation? L'apartheid? la discrimination raciale? La non signature des protocoles contre la torture? La discrimination à l'égard des femmes? ...

La juste orientation à défendre est celle de l'Appel des mouvements sociaux au FSE où étaient présents Palestiniens, Israéliens, Européens et bien d'autres:

contre l'impunité, pour le respect du droit et la justice, et la mise en place de sanctions contre Israël. L'UE ne peut continuer à faire tout le contraire via tous ces accords, en ignorant par exemple le vote du Parlement en faveur de la suspension des Accords d'association. A l'intérieur du Parlement européen, mais surtout en dehors, ainsi qu'à l'échelle nationale, c'est à nous d'imposer cette voie.

La Gauche reviendra sur la question d'ici le 19 mars car non seulement l'UE réduit les acquis sociaux, mais elle avance également dans ses projets de "défense et de sécurité commune européenne" (PESC), projets qui nécessitent des sommes énormes. ■

DOMINIQUE WAROQUIEZ

**C'est Clair et Net sur:
www.france-palestine.org**



Révolution dans la Révolution au Venezuela?

Lors du référendum du 15 août dernier, le président du Venezuela Hugo Chavez a été reconfirmé dans son mandat suite à une nouvelle mobilisation populaire en faveur des réformes impulsées par la révolution bolivarienne (voir *La Gauche* n°5). Les élections municipales et régionales du mois de novembre ont vu le camp chaviste remporter 270 municipalités sur 334 et 20 des 22 Etats fédérés que compte le pays. L'opposition réactionnaire soutenue par Washington est en pleine déroute mais, dans le camp bolivarien, des débats importants surgissent sur les orientations et les pas à mettre en avant pour approfondir le processus révolutionnaire. Pour faire le point, nous avons rencontré Gonzalo Gomez, militant anticapitaliste vénézuélien de longue date, membre de l'Opcion de Izquierda Revolucionaria (OIR). Gonzalo Gomez est également l'un des principaux animateurs du site internet d'informations alternatives Aporrea (www.aporrea.org, 20 000 connexions quotidiennes) et de la lutte contre la dette extérieure. Il fut à ce titre invité en Belgique par le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde. INTERVIEW PAR ATALFO RIERA

Quelle est votre analyse sur le référendum révocatoire et ses conséquences pour le rapport de forces entre l'opposition et le chavisme aujourd'hui ?

Gonzalo Gomez: Le référendum du 15 août a été un "13 avril" électoral (1). Nous avons une fois de plus vaincu la droite réactionnaire qui voulait au travers ce référendum obtenir ce qu'elle n'avait pu avoir par d'autres moyens. Elle a voulu utiliser un mécanisme démocratique inscrit dans une Constitution bolivarienne qu'elle n'a jamais respecté et qu'elle avait même abrogée lors de son bref passage au pouvoir pendant le coup d'Etat d'avril 2002. Le référendum a simplement sanctionné dans les urnes ce qui avait déjà été démontré dans les rues et dans la vie quotidienne.

L'opposition a durement encaissé le coup, elle se trouve à présent engagée

dans une crise de perspective, dans un processus de divisions et de décomposition. En l'absence de tout leadership prédominant et unificateur qui puisse s'opposer à la figure de Chavez, la "Coordination démocratique" qu'ils avaient mis sur pieds est en train de se désarticuler. Cette opposition putschiste peut être subdivisée en un secteur de droite dur, fort similaire au fascisme, et en une droite conservatrice, également conspiratrice mais qui utilise d'une certaine manière les mécanismes démocratiques de l'Etat bourgeois. Ces deux orientations se combinaient: pendant les moments les plus aigües de la lutte c'est la ligne de confrontation violente de la droite fasciste qui s'imposait. Mais aux moments des replis et des négociations, c'est l'autre secteur qui prenait la relève, toujours avec l'appui de l'impérialisme étatsunien du gouvernement Bush. Il semble aujourd'hui que des secteurs de

la bourgeoisie vénézuélienne et de l'impérialisme se rendent compte que la ligne suivie jusqu'à présent par l'opposition n'a donné aucun résultat et veulent donc s'accommoder avec Chavez. Ils veulent surtout avoir leur part des profits dû à la bonne santé économique dérivant de la hausse des prix du pétrole. Il ne faut pas oublier qu'ils ont investi et perdu pas mal d'argent pendant toutes les tentatives putschistes; de nombreuses entreprises et patrons ont fait faillite. Le gouvernement mène donc une politique de dialogue avec ces secteurs patronaux. Dans le mouvement populaire, nous n'y sommes pas opposés en soi, mais ce qui nous préoccupe c'est que ce dialogue soit compris comme un marchandage où serait mis en balance nos conquêtes révolutionnaires.

Après le triomphe du référendum révocatoire, les gens par-

lent d'approfondir le processus révolutionnaire en faisant référence aux paroles de Chavez sur la "révolution dans la révolution" ...

G.G. : Ce que Chavez entend par là, le contenu de ces termes, n'est pas encore très clair. Chavez a également déclaré que la révolution bolivarienne était entrée dans sa "phase anti-impérialiste". Mais qu'est-ce que cela implique concrètement ? Jusqu'à présent, il y a eu des chocs avec l'impérialisme: le gouvernement Chavez ne suit pas vraiment l'orientation hégémonique internationale; il s'oppose à l'ALCA, au Plan Colombie, à la guerre en Irak; il pousse en faveur de l'intégration politique, économique et culturelle de l'Amérique latine. Mais d'autre part le pétrole est toujours vendu aux Etats-Unis, qui reste

le principal client, des accords et des négociations se poursuivent avec des multinationales, notamment en matière d'exploration et de concessions de nouveaux gisements de pétrole et de gaz. Bien entendu, la politique de privatisation des hydrocarbures menée par les gouvernements précédents a été stoppée. Mais le dilemme est toujours là; allons-nous préserver notre souveraineté sur nos ressources ou les verra-t-on offertes d'une façon ou d'une autre à l'appétit des multinationales ?

Une autre question d'importance dans ce contexte est l'approfondissement des conquêtes sociales. Nous savons que les "Missions" qui ont permis d'immenses progrès en termes d'alphabétisation, d'assistance médicale et de scolarisation vont se poursuivre. De même que

les politiques visant à impulser des noyaux de développement endogène en utilisant des formes d'économie sociale: des coopératives, des mécanismes d'auto-gestion et de co-gestion, etc. Tout cela offre des perspectives, mais ne s'est pas généralisé au point de devenir prédominant au sein de l'économie. Le Venezuela reste un pays capitaliste, avec la propriété privée des moyens de production, mais où l'Etat a un grand poids ce qui est un avantage pour contre-balancer l'économie privée. Des choix importants sont donc encore à faire car, dans les entreprises privées, les travailleurs continuent à subir les plans patronaux de précarisation du travail, d'externalisation et de sous-traitance. Le gouvernement a prolongé pour une nouvelle période de 6 mois la loi "dinamovilidad laboral" qui interdit aux patrons de

Opcion de izquierda revoluconaria

Pourrais-tu nous parler l'OIR ?

G.G. : L'OIR provient en grande partie de ce qui fut dans le passé le Parti socialiste des travailleurs (PST) qui publiait le journal "La Chispa" et qui rassemblait divers courants anticapitalistes, majoritairement d'orientation trotskyste. Au début du gouvernement Chavez, le PST s'est dissous. Le PST soutenait la candidature présidentielle de Chavez et a joué ensuite un rôle important dans la création du courant syndical "Force bolivarienne des travailleurs". Mais par une série de circonstances, qui ont beaucoup à voir avec le poids spécifique du chavisme d'une part et avec l'impact qu'à eu d'autre part sur la gauche tout le processus de la chute du mur de Berlin et de la disparition de l'URSS, la gauche révolutionnaire a connu une longue crise. Ses principales organisations se sont dissoutes, mais ses cadres ne se sont pas pour autant dispersés, ni restés les bras croisés. Ils ont poursuivi leur militantisme au sein des organisations syndicales ou se sont insérés dans les mouvements sociaux et populaires.

Lors des événements du 11 avril 2002, nous nous sommes de nouveaux retrouvés dans les rues. Nous nous sommes rendus compte que nous avons main-



tenus les mêmes perspectives, les mêmes principes; la nécessité d'un gouvernement populaire des travailleurs, de revendications anticapitalistes et la nécessité de lutter pour le socialisme tout en luttant au sein du processus révolutionnaire bolivarien mais avec une perspective qui va plus loin que ses orientations nationalistes.

En tant qu'organisation politique, l'OIR n'a pas une très grande projection nationale mais elle jouit d'une influence significative au sein du mouvement ouvrier. Plusieurs dirigeants locaux et nationaux du syndicat l'UNT (Union nationale des travailleurs) sont ainsi membres de l'OIR. Nous accordons une grande importance aux travailleurs du secteur pétrolier et estimons qu'il est vital d'y promouvoir l'émergence de nombreux cadres révolutionnaires. Il ne faut pas oublier que, pendant le coup d'Etat et le sabotage pétrolier de la part des managers de décembre 2002-janvier 2003, les travailleurs du pétrole ont démontré qu'ils étaient capables d'exercer un contrôle réel sur une industrie

stratégiquement décisive pour le pays.

Nous sommes également présents dans les mouvements populaires, dans ses instances d'articulation et de coordination, surtout à Caracas, comme ce fut le cas pour l'Assemblée populaire révolutionnaire qui a donné naissance au site d'information alternatives Aporrea. L'Assemblée en elle-même n'a pas perduré, car comme c'est souvent le cas dans ce processus jusqu'à présent, lorsqu'il y a nécessité urgente, les mouvements populaires s'unissent et se coordonnent, mais de manière non-permanente.

Bon nombre d'animateurs de ces mouvements et de ces coordinations appartiennent ou appartenaient à des organisations marxistes-révolutionnaires, mais ces espaces d'articulation populaire ont un caractère non-partidaire, toutes les tendances et courants qui soutiennent le processus s'y retrouvent. A côté de cela, nous estimons qu'il est également important de construire avec d'autres un espace pour un parti révolutionnaire qui lutte pour le socialisme au Venezuela. Tel est le but de l'OIR, qui ne fonctionne nullement comme les partis d'avant-garde ultra-centralisés et dirigistes du passé. ■

licencier pour motifs économiques, mais la loi est très souvent ignorée ou contournée. La dynamique fondamentale du capitalisme néolibéral portée par la globalisation se poursuit donc toujours au Venezuela malgré les politiques non-néolibérales du gouvernement. Mais ces effets de la globalisation néolibérale se traduisent chez nous de manière distincte et moins marquée que dans le reste du monde car il y a plus d'espaces pour résister. Mais il reste donc que la classe ouvrière doit toujours se battre pour ses droits.

Quels sont les niveaux de conscience, parmi les masses, de ces limites et contradictions du processus ?

G.G: En général, il existe une forte conscience anti-impérialiste et une volonté de s'opposer au néolibéralisme, lui-même associé aux privatisations, mais c'est encore de manière fort abstraite. Chavez fait des déclarations contre le néolibéralisme et cela rencontre un grand écho parmi les gens, mais elles ne se traduisent pas dans une transformation concrète des rapports sociaux, des rapports salariés dans l'industrie privée.



Gonzalo Gomez

Nous n'avons pas un Etat qui s'attaque aux travailleurs, au contraire puisque le ministère du travail offre un certain appui, mais nous n'avons pas non plus une offensive décidée de cet Etat contre le patronat.

Un autre terrain de lutte concerne l'approfondissement de la démocratie participative et du pouvoir populaire. Avec d'autres organisations, nous proposons la tenue d'un congrès national du pouvoir populaire, participatif et protagoniste.

Une initiative qui permettrait d'utiliser et de développer les mécanismes inscrits dans la Constitution pour la participation du peuple, le pouvoir citoyen. Cela touche notamment à la question des Conseils locaux de planification publique qui, à l'image du Budget participatif de Porto Alegre, permettent aux communautés populaires de décider aux niveaux des municipalités et des régions des affectations budgétaires. L'instauration - décidée par une loi - de ces Conseils dans toutes les municipalités et régions, ne se fait pas sans lutte car elle fait face à l'opposition ou au sabotage de nombreux fonctionnaires et élus. Il y a d'ailleurs tout un processus d'épuration de l'appareil d'Etat à mener, à l'encontre des fonctionnaires de l'opposition qui s'y trouvent encore, mais aussi à l'encontre de nombreux prétendus partisans de Chavez.

Les gens exigent de plus en plus que l'on mette dehors les opportunistes qui ont rejoint le camp de Chavez mais qui n'appliquent nullement son orientation. Cela a provoqué des frictions pour les élections municipales et régionales d'octobre car les candidats chavistes ont été désignés par en haut et non à la base, dans les assemblées et les communautés populaires⁽²⁾. Les candidats en faveur du processus devraient être élus à la base et leurs programmes élaborés ensemble avec les communautés qui les ont désignés.

En définitive, les gens s'organisent partout pour lutter car ce qui est important dans le processus révolutionnaire actuel c'est qu'il existe un espace et des conditions favorables pour le développement du niveau de conscience politique, des organisations populaires, pour la formation de cadres, etc. Mais ce processus doit encore arriver à maturité. Il y a eu beaucoup de mobilisations populaires spontanées, mais il n'y a pas encore de capacité de mobilisation indépendante, avec un programme de lutte clair. ■

(1) Le 13 avril 2002 a vu la mise en échec du coup d'Etat grâce à une mobilisation populaire massive.

(2) Après les élections de novembre, Chavez a fait marche arrière en déclarant qu'à l'avenir les candidats seraient désignés à la base.

A.RIERA

Brésil: Le PT perd Sao Paulo et Porto Alegre

Les élections municipales brésiliennes (dont le deuxième tour se tenait le 31 octobre) étaient un test important pour le Parti des Travailleurs (PT) du président Lula. S'il progresse dans plusieurs villes, le PT a par contre perdu le contrôle de deux villes-clés: la métropole de Sao Paulo, qui a toujours fait figure de test national, et la ville de Porto Alegre. Dans la première, la candidate sortante du PT, Marta Suplicy a récolté 45% et a dû céder son poste à José Serra, leader du PSDB (social-démocrate, parti de l'ex-président Cardoso). La pilule est d'autant plus amère pour le PT que Serra avait été le grand rival perdant de Lula lors des élections présidentielles de 2003. A Porto Alegre, la ville symbole à l'échelle internationale pour son budget participatif et ses Forums sociaux mondiaux, a également été perdue par le PT: notre camarade Raul Pont (membre de Démocratie socialiste, courant de la IVE Internationale dans le PT) a été battu avec 46,88 des votes contre 53,32%

pour Fogaça, candidat de la droite. Malgré des déclarations critiques, Raul Pont ne s'est pas totalement démarqué du PT gouvernemental de Lula et il paye ainsi le véritable vote-sanction qui s'est exprimé contre l'orientation néolibérale de ce gouvernement. Après 16 ans au pouvoir dans cette ville, une certaine usure et une intégration des principaux cadres dans les appareils institutionnels peuvent également expliquer cette défaite. A contrario, l'exemple offert par l'élection de notre camarade du courant Démocratie Socialiste, Luizianne Lins à la mairie de Fortaleza (2,2 millions d'habitants) dans le Nord-Est est éclairant. Opposée au candidat officiel du PT et très critique envers la gestion pétiste des autres villes et du gouvernement, elle a remporté les élections avec 56,21%. Elle était également la seule candidate soutenue par le Psol (voir notre dernier n° de *La Gauche*) qui ne pouvait se présenter aux élections. ■

Le 31 octobre, l'Uruguay a vécu une journée historique. Pour la première fois de son histoire, le petit pays sud-américain a basculé à gauche. Le candidat de la coalition de centre gauche Frente Amplio - Encuentro Progresista - Nueva Mayoría (FA-EP-NM), Tabaré Vazquez, a remporté la présidence avec 50,7 % des votes exprimés. PAR FRÉDÉRIC LÉVÊQUE

URUGUAY : triomphe de la gauche

"Nous, les Uruguayens, avons tendance à croire que notre pays existe, mais le monde ne s'en rend pas compte", affirme le célèbre écrivain Eduardo Galeano. L'Uruguay n'existe pas sur la carte de la presse internationale. A moins, peut-être, qu'il y ait une élection faisant "pencher l'Amérique latine un peu plus vers la gauche" (Reuters 02-11-04). C'est ce qui s'est passé ce 31 octobre. La population uruguayenne - 3,5 millions d'habitants - était convoquée pour choisir un nouveau président et renouveler son Parlement. Le candidat de la coalition de centre-gauche FA-EP-NM, Tabaré Vasquez, a été élu au premier tour à la présidence de la République.

L'Uruguay passe à gauche et rejoint donc le camp des dites "démocraties progressistes" (Brésil, Argentine). C'est incontestablement une victoire populaire. L'immense majorité des mouvements sociaux l'assume "comme le résultat d'une longue histoire d'accumulation de luttes ouvrières, étudiantes, de mobilisations démocratiques, de résistances anti-néolibérales..." (Ernesto Herrera, A l'Encontre, 04-10-04).

Mais il ne faut pas se leurrer. Le gouvernement de gauche consacre plus "une rupture par rapport au programme fondateur du Frente Amplio en 1971" - qui avait une "dynamique anticapitaliste" (Herrera, ibid.) - que par rapport au système capitaliste. Le président élu prend Lula et Lagos comme références de son gouvernement. Le ministre de l'Economie est un sénateur et économiste de l'aile sociale-libérale de la coalition. L'annonce de sa nomination a été faite à Washington et approuvée par le Fonds monétaire international.

A la question de savoir si cette gauche pourra changer le pays, à savoir sortir du néolibéralisme et contribuer à implanter un modèle de développement plus juste et équilibré, le journaliste

uruguayen Raul Zibechi en doute sérieusement: "On peut douter qu'une gauche modérée dans un petit pays très endetté puisse mettre en œuvre des changements de longue durée. L'impression est que tout dépendra des rapports de forces régionaux - en particulier des rôles que décident de jouer le Brésil et l'Argentine -, mais aussi des capacités du mouvement social affaibli - centré encore sur les travailleurs ayant un emploi stable - à parvenir à dépasser sa crise et à inclure les nouveaux pauvres, qui sont les plus intéressés par des changements radicaux de grande ampleur". (Zibechi, Alai, 26-10-04)

La force dans la faiblesse

L'Uruguay est certainement le pays le plus stable du continent. Raul Zibechi le dit "peu propice aux changements brusques, aux sauts dans le vide et aux ruptures dramatiques". Même si son système de parti à deux têtes s'est écroulé à l'occasion des dernières élections, l'Etat et ses institutions restent forts.

Son économie étant enchaînée à celle de l'Argentine, le pays a traversé la pire crise de son histoire en 2002. Cette situation n'a pourtant pas généré de véritable crise politique ou une déstabilisation du régime comme en Argentine. La crise a été canalisée vers le terrain électoral. L'Uruguay n'est pas la Bolivie, "les classes subalternes n'ont jamais été les protagonistes d'insurrections ni n'ont été capables de déborder, même pour de brèves périodes, ni les classes dominantes ni les appareils répressifs" (Zibechi, OSAL, septembre 2003).

La détérioration des conditions de vie dans ce qui est souvent appelé la "Suisse de l'Amérique latine" a affaibli considérablement le mouvement syndical, actuellement incapable d'organiser les "sans" (sans terres, sans emploi, secteur informel), à l'instar d'organisations syndicales d'autres pays du conti-

nent. Même si le pays jouit d'une forte tradition organisationnelle, le mouvement social dans son ensemble est relativement faible. Mais, paradoxalement, sa faiblesse ne l'a pas empêché d'obtenir d'importantes victoires.

L'Uruguay a connu une grève historique et victorieuse du secteur de la santé publique en 2003, mais c'est surtout à travers des mécanismes institutionnels que la population uruguayenne s'est avérée être une des plus réfractaires au processus de privatisation des entreprises publiques.

La Constitution uruguayenne permet l'organisation de référendums populaires si les signatures de 25 % du corps électoral sont récoltées dans l'année qui suit l'adoption d'une loi. C'est ainsi qu'en 1992, un large mouvement social, syndical et politique réussit à freiner une loi prévoyant des privatisations d'entreprises publiques, en recueillant 72 % de votes favorables à son abrogation. En décembre 2003, plus de 60% des Uruguayens rejetèrent une loi permettant à l'ANCAP, la société pétrolière publique, de s'associer avec des entreprises et des capitaux étrangers. Ce 31 octobre, parallèlement aux élections générales, 62% des Uruguayens votaient en faveur d'une réforme de la Constitution qui déclare l'eau comme "bien public" et l'empêche de ce fait de tomber dans les mains du secteur privé.

Ces victoires, peu connues à l'étranger, ont été obtenues par la mobilisation des secteurs sociaux favorables aux changements et ont permis l'arrivée de la large coalition FA - EP - NM au pouvoir. L'avenir nous dira si d'autres victoires pourront allonger la liste de ces conquêtes sociales. ■

C'est Clair et Net sur : www.risal.collectifs.net

Qui aujourd'hui peut imaginer des marxistes défenseurs d'une "politique socialiste coloniale" ? Pourtant la résolution suivante fut soumise au vote du congrès de la IIe Internationale de 1907: "Vu que le socialisme développera les forces productives du monde entier et qu'il portera tous les peuples au plus haut degré de civilisation, le congrès ne rejette pas toute politique coloniale car celle-ci peut avoir un effet civilisateur sous le socialisme." La résolution fut rejetée mais acceptée par le parti allemand. PAR PIPS PATROONS

Un socialisme COLONIAL

Les partisans d'une telle politique n'étaient pas les premiers venus: H. van Kol, l'un des fondateurs du parti Néerlandais et E. Berstein, le fondateur du "réformisme". Ils soulignaient le besoin de matières premières, d'un marché pour écouler la production industrielle croissante et l'existence d'un excédent démographique européen. Les peuples civilisés

On invoquait ainsi une interprétation dogmatique de Marx qui avait écrit en 1859: "Réduits à leurs grandes lignes, les modes de production asiatiques, antique, féodal et bourgeois moderne apparaissent comme des époques progressives de la formation économique de la société". L'économie était considérée par ces "fondamentalistes" comme l'agent

exemple si la Russie pourrait éviter le stade capitaliste sur le chemin du socialisme.

Et les Belges ?

Le POB dénonçait sans retenue la rapacité meurtrière de Léopold II au Congo. En 1907 le parti se prononçait pour une "internalisation" du Congo: les capitaux investis devaient bénéficier aux indigènes et les parlementaires réformistes des différents pays y veilleraient. En voilà de l'internationalisme ! Louis de Brouckère qui appartenait alors à la gauche radicale pensait différemment: "La colonisation ne marque pas un développement, ni un progrès du capitalisme, mais une des manifestations les plus graves de la maladie dont il souffre... Protectionnisme, militarisme, impérialisme et colonialisme sont des symptômes de la décrépitude d'une classe qui, incapable de diriger plus longtemps la production, devient pillarde et parasite..." Il insistait sur le danger de guerre et creusait plus en profondeur: "c'est une menace permanente pour l'ensemble du prolétariat, car, rien n'est plus contagieux que la tyrannie, et les patrons qui disposent en Afrique d'une main-d'œuvre corvéable à merci seront plus forts pour lutter contre les travailleurs dans le reste du monde..." De Brouckère suivait les pas de Kautsky qui dans le débat autour de la question coloniale avait prévenu les socialistes des conséquences à long terme de ce que pensait et faisait le parti.

Mais en 1908, quand le Congo devenait une colonie belge, Jules Destrée

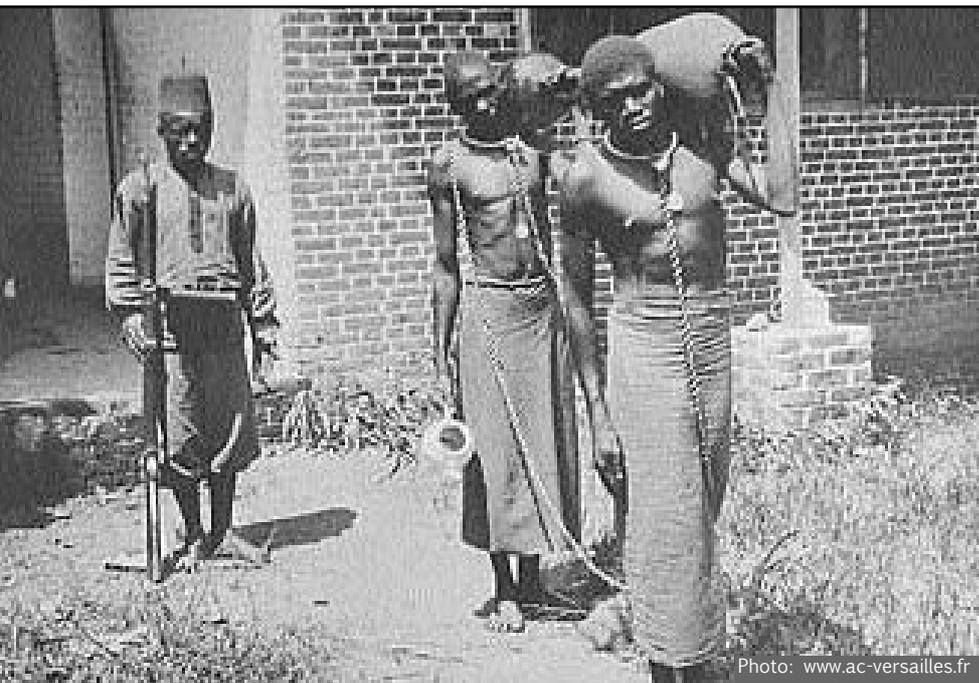


Photo: www.ac-versailles.fr

devaient placer les non-civilisés sous tutelle pour empêcher que ceux-ci retombent dans la barbarie. E. David qui deviendra ministre en 1919 (après l'assassinat de l'anticolonialiste Rosa Luxemburg et l'écrasement de la révolution spartakiste) proclamait que "L'humanité ne peut nulle part échapper à la phase pénible du capitalisme qui, conformément à la vision scientifique de Karl Marx, est un préalable à un ordre économique socialiste".

unique de l'évolution sociétale. August Bebel lui-même, auquel nous devons les premiers exposés socialistes sur le féminisme, prétendait que "Les tâches civilisatrices et culturelles du capitalisme préparatoires au socialisme et donc la nécessité de faire participer les colonies aux bienfaits de ce système, sont une condition inévitable à la réalisation du socialisme". Marx par contre craignait tout dogmatisme. Il se demandait par

déclarait au nom du POB: "Nous ferons pour le fait colonial ce que nous avons fait pour le capitalisme. Nous en dénoncerons le vice essentiel et chercherons les palliatifs immédiats". Il existait bel et bien une opposition anti-colonialiste non négligeable, mais beaucoup de socialistes se rangeaient derrière une politique coloniale réformiste, d'autres encore approuvaient sans aucune critique le capital colonial. Le député Terwagne prétendait que sans matières premières toute vie économique serait arrêtée et il y ajoutait cyniquement: "C'est aux socialistes de faire une politique coloniale avec un minimum d'atrocités". Globalement on peut dire que le POB, et plus tard le PSB, laissait faire le colonialisme et ainsi ne se préoccupait pas des aspirations émancipatrices des Congolais. La combinaison de ces deux faits nous a donné une des pages les plus noires de notre histoire.

Comment expliquer tout cela ?

La politique des socialistes était-elle déterminée par une "aristocratie ouvrière" qui profitait du colonialisme ? Non. Est-ce la politique réformiste qui refuse de mettre en cause l'État capitaliste qui en est responsable ? Sans doute, mais si c'était une raison nécessaire elle n'était pas suffisante. A travers son histoire, le mouvement socialiste n'a jamais considéré le racisme, l'antisémitisme et le nationalisme comme des grands dangers et, pour citer J.-M. Vincent⁽¹⁾, ni comme "l'annonce de pratiques destructrices et autodestructrices dans une société déboussolée, en mal d'un autre présent". Il ne s'est non plus penché sur le féminisme, l'écologie et la discrimination sexuelle. Le marxisme a été largement absent dans les discussions sur le progrès, la crise des valeurs, la sexualité et l'inconscient. Il n'a pas apprécié à leurs justes valeurs ces questions qui lui semblaient tellement éloignées du combat pour des augmentations de salaire, des conditions de travail décentes et une sécurité sociale adéquate. Il a cédé la critique de la

culture bourgeoise (technologie, temps libre, industrie de la récréation, individualité, consommation, art) à divers courants réactionnaires.

Tout cela a produit une conception du monde "ouvriériste" qui suppose que la nationalisation des moyens de production (sous contrôle ouvrier ou pas) et une démocratie élargie suffiraient pour résoudre pour ainsi dire automatiquement les problèmes secondaires. La fragilité d'une telle conception apparaît très vite quand de faux prophètes avancent dans des périodes d'abatement social des solutions basées sur le nationalisme, le racisme, la xénophobie ou la misogynie...

La période historique qui a commencé avec la révolution d'Octobre 1917 et qui s'est terminée avec la chute du Mur en 1989 nous oblige à tirer les leçons de ce siècle court mais plein de crimes contre l'humanité si nous voulons reprendre la lutte pour notre émancipation avec succès. Une conception du monde socialiste plus adap-

tée aux nécessités de notre temps ne peut être construite que sur la résistance commune, intégrée de tous ceux et celles qui sont opprimés d'une façon ou d'une autre. Ne sommes-nous pas devenus plus conscients du fait colonial à travers la résistance des peuples colonisés ? N'avons-nous pas été obligés d'introduire le volet féministe dans la pensée socialiste parce que les femmes se sont insurgées contre le chauvinisme mâle ? Il ne s'agit nullement de mettre en doute le rôle de la classe des salarié/es dans l'émancipation humaine. Mais nous devons nous demander comment le sujet réel d'une révolution sociale souhaitable sera constitué structurellement et idéologiquement, c'est-à-dire comme incarnation des multiples aspirations émancipatrices qu'aucune frontière temporelle ou spatiale ne sépare. Une question qui est devenue aujourd'hui incontournable. On y reviendra. ■

(1) J.-M. Vincent, *Un autre Marx. Après les marxismes* (Édit. Page deux), Paris, 2001.

Soirée d'hommage à PIERRE LE GRÈVE

A l'initiative de la fondation Léon Lesoil et de la régionale de Bruxelles de la CGSP-enseignement, qui a accueilli dans ses locaux cette soirée d'hommage, plus de 150 amis de Pierre Le Grève s'étaient réunis le mardi 9 novembre à Bruxelles. Un certain nombre de militants étaient aussi excusés. Parmi eux Ahmed Ben Bella, le premier président, de 1962 à 1965, de la république algérienne. Malade il n'a pas pu quitter Alger. Il était invité aussi le 10 au sénat notamment par le sénateur Pierre Galand, à une journée organisée à l'occasion des 50 ans de l'insurrection du peuple algérien. Dans une lettre émouvante, Ben Bella rappelait l'importance de la solidarité active, de 1955 à 1962 du "comité pour la paix en Algérie" fondé par Pierre Le Grève. Celui-ci échappa de peu à l'explosion d'un colis piégé envoyé en mars 1960 par les services secrets du gouvernement français. Présidée par Louise Lacharon, ancienne présidente de la CGSP enseignement de

Bruxelles, la soirée a permis d'évoquer toute la personnalité de Pierre Le Grève, syndicaliste et militant révolutionnaire de la IVème Internationale pendant plus d'un demi-siècle. Pierre Galand, Serge Moureaux, Philippe Doucet, Mohamed El Baroudi, Georges Dobbeleer, Michel Vrancken, Eric Toussaint et Jean Dumont ont présenté le militant exceptionnel qu'il a été. Georges Debunne, ancien dirigeant de la CGSP, de la FGTB et de la CES a également participé à cette soirée tandis qu'Hugues Le Paige projetait le film qu'il avait consacré au "Front du nord" c'est-à-dire aux Belges solidaires de la révolution algérienne. Le livre de Pierre Le Grève "Souvenirs d'un marxiste antistalinien" ainsi que les numéros de La Gauche et d'Inprecor contenant un article à sa mémoire ont été diffusés en de nombreux exemplaires à cette occasion et aideront les militants et amis de Pierre à lui garder leur admiration. ■

GEORGES DOBBELEER

Avec la prise d'otages de l'école de Beslan, en Ossétie du Nord, un nouvel intérêt pour la question Tchétchène est soudainement apparu dans les médias mondiaux. Mais peu d'entre eux ont dénoncé la politique de terreur que la Russie mène dans cette région depuis des années. Dans le précédent numéro de la gauche, nous avons retracé les grandes étapes de cette guerre coloniale. Nous en étions à l'invasion russe de 1994... PAR FREDDY DE PAUW

Guerre coloniale en Tchétchénie

La guerre qui suivit l'invasion a duré dix-huit mois et a causé la mort de dizaines de milliers de personnes. Aslan Maschadov, le président élu, ayant su contraindre le Kremlin aux négociations, l'invasion a été repoussée. Le grand médiateur de ces négociations était l'oligarche tout-puissant de l'époque: Boris Berezovsky, qui vit actuellement à Londres. Celui-ci n'était pas sans connaître le pouvoir de l'argent et n'hésitait pas à en user auprès des chefs de clans Tchétchènes avant tout intéressés par un enrichissement massif et rapide. Il semble que Berezovsky ait entretenu des liens avec Chamil Bassaïev, un entrepreneur clanique qui a revendiqué la responsabilité de Beslan et d'autres attentats et qui est probablement aussi lié aux Wahhabites, les Islamistes sunnites au pouvoir en Arabie Saoudite.

Il y a cinq ans, l'armée russe a entamé une nouvelle invasion, utilisant comme prétexte l'étrange raid au Daguestan et les attentats non moins étranges contre des buildings à appartements dans des villes russes qui ont fait environ trois cents morts. Ces actes, auxquels Bessaïev a participé, étaient vraisemblablement l'œuvre du FSB, le service secret du Kremlin, du moins partiellement. Tout indique que Berezovsky, qui était apprécié de Poutine à l'époque, avait eu connaissance des projets d'invasion, s'il n'a pas participé activement à sa préparation.

Les troupes russes ont connu de grandes difficultés pour soumettre

Grozny et une grande partie de la Tchétchénie. Mais, malgré leur présence massive, elles ne contrôlent pas vraiment les villes ni les villages. Au contraire, la répression brutale a poussé beaucoup de gens à résister. Les jeunes, qui ont grandi pendant la guerre et sous la répression, sont particulièrement faciles à convaincre par les groupes qui ont choisi d'utiliser la terreur pour sortir de cette impasse.

L'année dernière, Poutine s'est orienté vers le processus de Tchétchénisation. Avec l'aide de quelques chefs de clan, il a construit une administration afin de "normaliser" la Tchétchénie. Mais, malgré l'emprise de Poutine sur les médias, la plupart des Russes ne croient pas en cette option. Selon l'unique institut indépendant de sondage d'opinion, seuls 24% des Russes pensent que la normalisation suit son cours, tandis que 63 % est en faveur d'une solution négociée, option que Poutine refuse obstinément.

Hypocrisie occidentale

De temps à autres, les dirigeants occidentaux invitent Poutine à suivre une solution non militaire. Mais ce ne sont que des déclarations. Cet été encore, Chirac et Schröder, ont clamé leur soutien et leurs louanges à leur collègue russe qui mène si bien la lutte contre le "terrorisme".

Pour les dirigeants occidentaux, la guerre en Tchétchénie n'est qu'une affaire intérieure russe, même s'ils se permettent quelques remarques polies à propos des droits humains.

Récemment, l'Union Européenne a produit quelques échantillons exceptionnels d'hypocrisie. Bertrand Bot, le Ministre des affaires Etrangères néerlandais avait exprimé l'espoir que le gouvernement russe explique les raisons de la tragédie de Beslan. Il s'est fait rappeler à l'ordre par ses pairs et a dû présenter ses excuses pour "ce malentendu". Washington est partagé. D'une part, les Etats-Unis sont enchantés de voir la Russie affaiblie dans une zone hautement stratégique de par la proximité des champs pétroliers et les oléoducs qui la traversent. D'autre part, l'Occident des deux rives de l'Atlantique veut être aussi proche que possible de Poutine, car la Russie est une puissance nucléaire et une méga-puissance énergétique - surtout en gaz naturel et pétrole.

Voilà pourquoi ils offrent un soutien de fait à la guerre coloniale de Poutine. Car, dans le fond, il s'agit d'une guerre coloniale contre un peuple qui, dans sa grande majorité, veut exercer son droit à l'autodétermination. Même si d'autres éléments doivent être inclus dans l'équation. La poursuite de la guerre d'occupation ne fait qu'alimenter la criminalité et le fondamentalisme. Il faut donc d'urgence soutenir la direction légitime de la résistance Tchétchène, le gouvernement d'Aslan Maschadov. Ce soutien peut commencer par la rupture du mur de silence qui entoure la guerre coloniale russe, en rappelant également à nos gouvernants qu'ils doivent élever le ton envers Poutine pour qu'il entame des négociations avec le gouvernement Maschadov. ■



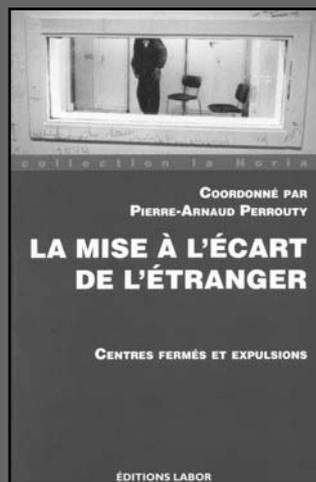
No comment...



Bouquinages

"La mise à l'écart de l'étranger: Centres fermés et expulsions". Coord. par Pierre-Arnaud Perroudy, Bruxelles, Editions Labor, 2004, 187 pages (17 euros). Ce livre entend attirer l'attention sur une réalité peu connue: les pratiques d'enfermement et d'expulsion des étrangers. Là où l'étranger était reçu comme une personne à qui il fallait éventuellement accorder une protection - l'asile -, il est de plus en plus présenté comme un danger dont il faut se protéger. Cette tendance s'est accentuée avec la psychose collective née des attentats du 11 septembre et c'est désormais ouvertement que les migrants sont associés à la menace terroriste qui plane sur nos sociétés. Les politiques migratoires belge et européenne se résument aujourd'hui à restreindre par tous les moyens les possibilités de franchir les frontières et à lutter contre l'immigration dite "clandestine".

Le livre retrace la genèse des lois belges sur les étrangers et expose les processus qui mènent à l'enfermement. Il porte ensuite un regard critique sur le fonctionnement des centres fermés, sur la manière dont se déroulent les expulsions et sur les instances chargées de les mettre en œuvre. Enfin, un texte est consacré à ceux et celles qui luttent pour que cette politique soit radicalement modifiée. Tous les textes sont illustrés par des témoignages de personnes détenues en centres fermés. ■



"Reconstruisons notre chant d'amour et de guerre". Poèmes de Serge Noël, 196 p. Ed. Le Chant des Rues 2004 (6 euros). Murmures et cris d'un auteur engagé, dont le 6^e recueil confirme une poésie longeant la frontière du réel et du rêve, du désespoir et de l'espoir fou, de la solitude et des foules. Un livre inspiré par les enfants des rues, conçu par son auteur comme "arme poétique" pour faire connaître la problématique des enfants des rues à Tanger et l'initiative du Comité "Tanger - enfants des rues", et contribuer à financer l'équipement d'un centre d'accueil début 2005. Serge Noël, écrivain, directeur de l'asbl "Interpôle" et co-fondateur du Comité "Tanger - enfants des rues", a écrit cet été un recueil de poèmes largement inspirés par cette réalité très dure, mais en même temps pleines d'espoir si l'on considère le potentiel des enfants, leur volonté de s'en sortir, l'importance des solidarités éparées qui existent déjà et qui ne demandent qu'à être fédérées. ■

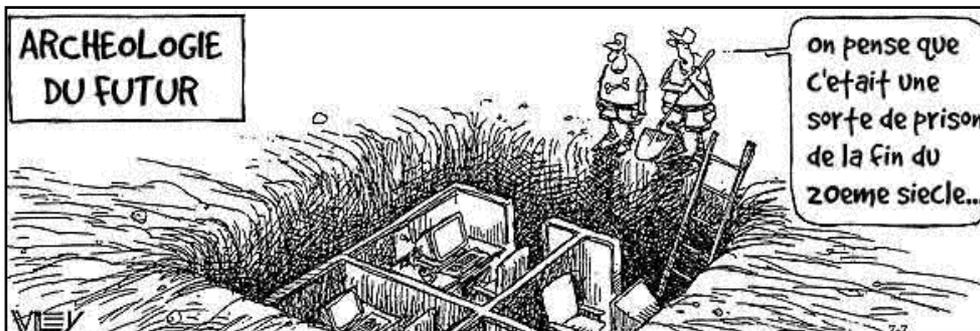
Pour commander l'ouvrage (les bénéfices seront intégralement versés au profit de la création d'un centre d'accueil pour les enfants des rues de Tanger):
Editions Le Chant des Rues, 4 rue Roupe à 1000 Bruxelles. Tél/FAX : 02 511 81 44

C'est déjà Çà

Aujourd'hui, c'est super cool d'être au chômage ; t'es d'office une super-star.

D'abord, tout le monde veut te voir : l'ONEm, le Forem/Orbem, l'ALE, les centres de formation, ... Tu reçois des tas de lettres, ils veulent tous des autographes au bas de ce qu'ils appellent des "contrats". Bon, OK, le texte est incompréhensible et t'aimerais mieux signer un contrat de travail par exemple. Mais c'est presque la même chose.

Et puis, à force d'être autant sollicité/e, ton agenda est saturé. Après avoir lâché ton gosse chez les grands-parents (1), tu files prendre ton ticket à l'Orbem où tu te prépares à une attente d'une demi journée environ. T'auras juste le temps de répondre à la convocation de l'ONEm avant de te rendre à ta formation du soir et de récupérer ton gosse. Bon, OK, t'aimerais mieux avoir du temps pour toi, pour tes gosses, pour ta vie, ... ou pour chercher du boulot. Mais au moins ça t'évite de t'emmerder, au cas où. C'est plutôt sympa.



Quand on est super-star, on a aussi besoin d'un staff aux petits soins. Pas de problème ! Le gouvernement a pensé à tout, comme à engager des "facilitateurs" rien que pour toi. Bon, OK, t'aimerais mieux qu'ils te facilitent la vie, par exemple, en te proposant un vrai boulot. Ils se contentent de régler tes problèmes de paperasses en te supprimant tes allocations. C'est déjà ça.

En plus, niveau médiatique, on ne parle que de toi. Bon, OK, c'est pour dire que t'es qu'un/e glorieux/euse, profiteur/euse et incapable. Mais, même si ce n'est que de la propagande, au moins, on parle de toi. Pense un peu à ceux et celles à qui on ne consacre même pas une petite ligne dans la Dernière Heure. Comme les gentils gros bourgeois bien riches, par exemple, qui ne fraudent pas en plaçant leur fortune dans un paradis fiscal, qui ne profitent pas du système, à qui le gouvernement ne fait pas de cadeaux (ils doivent quand même payer encore un peu de taxes) et qui sont tout à fait capables de gérer une entreprise sans exploiter les travailleurs.

Bref c'est vachement bien la vie de super-star-chômeur/euse. Bon OK, tes allocs n'ont pas grand chose à voir avec le salaire d'un Florent Pagny. Mais c'est déjà ça.

Finalement, de quoi on se plaint ? ■

(1) Il n'y a plus de place dans les crèches qui sont de toute façon trop chères. Mais on n'en peut rien ; il faut bien se rendre compte que c'est la crise.

sommaire

ALTERNATIVES	
■ Collectif Crève! La Faim	2
EDITO	
■	3
ECO-LOGIQUE	
■ Ouvriers, paysans nous sommes...	4
REB'ELLES	
■ Marketing à la maternité	5
SOCIAL/SNCB	
■ MOVE vers la privatisation	6
SOCIAL/ENSEIGNEMENT	
■ Hautes Ecoles: sous perfusion	7
ECONOMIE	
■ Le marché mondial de l'automobile	8
SOCIAL/SYNDICATS	
■ Lutter pour chaque emploi?	10
MOUVEMENTS/19 MARS	
■ Vers une mobilisation européenne	12
DÉBATS	
■ Croissance ou décroissance?	13
INTERNATIONAL/IRAK	
■ L'impensable devient banal	15
INTERNATIONAL/ETATS-UNIS	
■ Chronique d'un désastre annoncé	16
INTERNATIONAL/PALESTINE	
■ Le Raïs est mort. Vive le Raïs	17
■ Attention au "bon voisinage" de l'UE	18
INTERNATIONAL/VENEZUELA	
■ Révolution dans la révolution?	20
INTERNATIONAL/URUGUAY	
■ Triomphe de la gauche	23
IDÉES	
■ Un socialisme colonial	24
INTERNATIONAL/TCHETCHENIE	
■ Une guerre coloniale	26
ARRÊT SUR IMAGE	27
BOUQUINAGES	27

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

■ **OUVERTURE. la gauche** donne la parole aux progressistes. Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de la gauche, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...

■ **DÉBAT. Le débat au centre... de la gauche.** Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.

■ **ANALYSE MARXISTE.** Depuis près d'un demi siècle, la gauche est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. la gauche est éditée par le Parti Ouvrier Socialiste et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de ce dernier.

■ ... et des **SUPPLÉMENTS.** Ponctuellement, la gauche s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.